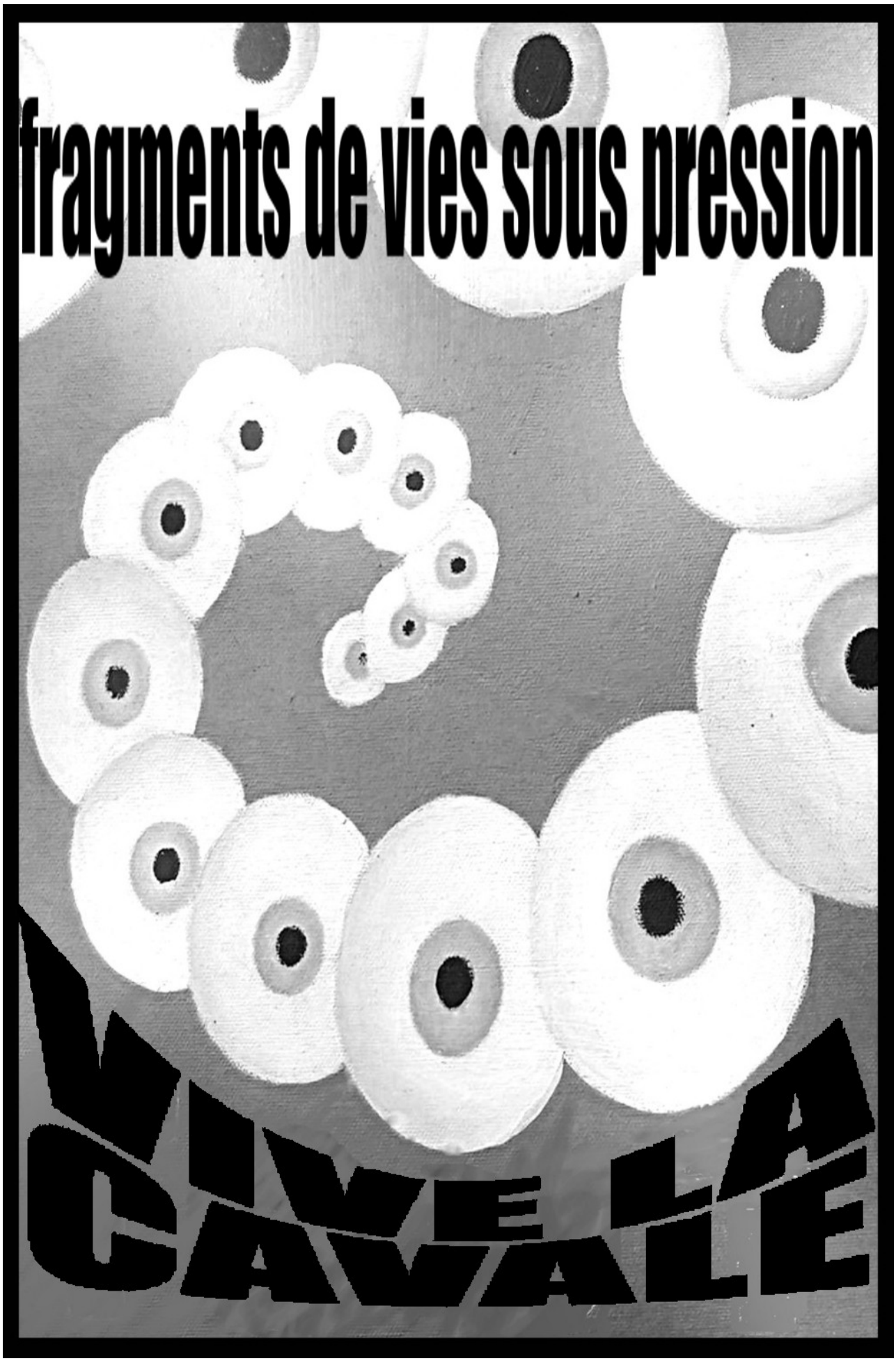
fragments de vies sous pression



VIVE LA CAVALE

ÉTAT D'ARRESTATION

« Tout ce que vous direz pourra être retenu contre vous... »

Avec ce petit plus aujourd'hui que « Tout ce que vous direz et écrirez pourra être retenu contre vous.. »

Avec cette petite touche: l'arrestation n'est plus une simple procédure, coincée entre le « délit » et la garde-à-vue, elle est un État d'être. Elle est un outil de surveillance, de contrôle et d'auto-censure des corps et des comportements.

Nous avons tou-te-s intériorisé cet État d'arrestation.
Le police et la justice également. Leur tâche n'est pas de réprimer les contrevenants-e-es à la Loi comme au temps proche de l'État policier.
Elle s'est déplacée en amont — au-dessus de la Loi justement — gagnant ainsi toute l'impunité pour traquer, frapper, insulter, humilier, fouiller, enfermer, tuer à sa guise et à cris.
Les dernières mesures antiterroristes qui visent à punir sur de simples intentions et à enfermer préventivement vont dans ce sens d'une société constituée de corps d'État d'arrestation préventive.
Nos menottes ne sont pas seulement en métal, elles sont aussi en cellules neurologiques. L'état dirige nos identités jusques dans notre ADN.

Voilà pourquoi, dans ce contexte de guerre civile et parce que « tout ce que nous disons et écrivons peut être retenus contre nous » nous agissons cagoulés.
Voilà pourquoi, parce que « tout ce que nous disons et écrivons peut être retenus contre nous », nous refusons de répondre aux interrogatoires de Police et aux questions des journalistes.
Nous ne dirons plus rien à celles et ceux qui souhaitent faire de nos paroles et de nos idées des éléments à charge contre notre liberté.

La parole et la plume brisées, c'est la visibilité institutionnelle et sociale de notre volonté politique qui est rompue.
Les nombreux appels à l'insurrection et à la révolte s'inscrivent dans cette rupture des formes traditionnelles, médiatiques et publiques de résistances.

Notre invisibilité n'a d'égard que par l'éclat de nos actions contre cet État d'arrestation !

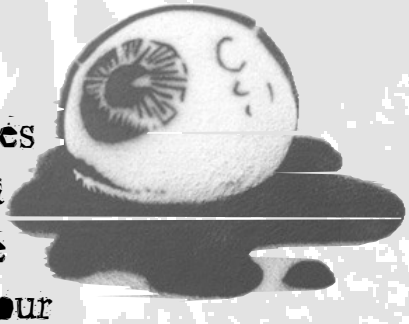
Liberté ! Liberté !

TOUT CE QUI TOMBE SOUS LE SENS REBONDIT AILLEURS

Être en lutte, alors qu'on a une procédure juridique au cul, que tous les quatre matins on doit se rendre, de soi-même, au commico, à une convocation du service pénitencier de réinsertion. Ne pas voir tel ou tel ami-es, parents, camarades, parce qu'on est frappé d'un contrôle judiciaire, parce qu'on vit sous le coup d'un procès. Parce que...

Être en lutte, et avoir un corps malade, un cancer « administratif » qui vous ronge les nerfs et l'état civil. Etouffer lentement sous le développement de la métastase. Se déplacer dans le corps du monstre *Contrôle*, et sentir peser sur chacun de vos actes et de vos gestes la multitude des conséquences juridiques... Renoncer, se conformer docilement, utilement.

« Le pouvoir produit du réel ; il produit des domaines d'objets et des rituels de vérité. ». Rituels de sanction, d'expulsion, qui sépare ceux qui y sont soumis et ceux qui ne le sont pas... Du moins, pas encore. Se signaler comme innocent/coupable. Être classé, répertorié, distribué en fonction de ses symptômes, aptitudes, caractères, en fonction de son niveau d'écart à la norme, et de la dangerosité qui s'ensuit.



La machine *Contrôle* mène sans cesse ses expériences. Telle une usine, elle produit à partir de désirs divers et différents, qu'elle encadre, réadapte, ou écrase si nécessaire, pour

fabriquer des effets homogènes de pouvoir. Expérimenter des vaccins (enfermement, collier/laisse électronique, bavure juste pour l'exemple, ...) et vérifier, contrôler leurs effets. Adapter le traitement à chaque type de comportement. Incarcérer celui dont la vie et les écrits entrainent la subversion et la rage, pour qu'à sa sortie, il soit privé de cette capacité. Readapter, redresser, forcer celui qui vole, vit de la débrouille, à accepter des tafs de merde.

Cette peste juridique isole, divise, culpabilise, immobilise... Petit à petit, on constate que les relations sociales se gangrènent, se replient notamment sous le poids de l'étiquette distinctive de taulard/ancien-taulard. La « norme » est devenu un principe coercitif, celui qui s'en écarte est repéré, puis pris en chasse par l'appareil.

*

L'abolition de la peine de mort s'inscrit dans ce mouvement de transformation de l'architecture pénale. Mais en contrepartie de cette apparente humanité, des peines de sureté ont été instituées. Ainsi entre 1978 et 1998, les peines de 5 ans ont augmenté de 1028%, les condamnations de plus de 10 ans de 233%, et les perpétuités de 100%. Dans le même temps, le nombre de libérations conditionnelles a été divisé par 2.

Développement des dispositifs de contrôle et de dépistage, multiplication des procès d'intention, présences et ingérences sans

cesse croissantes des *Forces de l'Ordre* dans nos vies, dans nos pensés. Ce constat nous le partageons tous, comme un frisson qui nous parcourt la colonne et nous laisse un arrière goût amer... Certes cette guerre qui ne dit pas son nom, nous pouvons nous rassurer en l'envisageant comme une simple « offensive politique » conçut pour être une technique de paix et d'ordre interieur. Mais la politique comme exercice du pouvoir, impératif de gestion des corps, est l'extension, l'application, ou du moins la continuation du modèle militaire comme moyen fondamental pour prévenir le trouble civil. Dispositifs de l'armée parfaite, de la masse disciplinée, de la troupe docile et utile.

Ce que nous avons à craindre concrètement, c'est que l'état en ait fini avec sa phase de repérage, d'analyse, de sondage des réseaux, des milieux et des zones de non-droit, qui échappaient pour l'instant encore à son regard. Que tous les outils de surveillance et de répression mis en place ces derniers temps, ou encore en projet, s'activent en un magistral coup de filet...

*

Petit à petit, tous les espaces de liberté sont en train de se refermer, (*« Nous devons reconquérir chaque cave squattée, chaque cage d'escalier, chaque hall d'immeuble... »*) l'étau se ressert. Concrètement, nous sommes amenés à avoir le sentiment d'être dos au mur. Face à cela, nous nous élançons toujours plus loin au travers d'une course effrenée, pour ne pas nous laisser encercler, nous laisser prendre... Parce que parfois il n'y a pas d'autre arme à opposer au totalitarisme et à l'omniprésence des pouvoirs, que l'art de la fuite.

Toutefois au romanesque de la course-poursuite, nous entendons clairement substituer le caractère subversif et sulfureux de la cavale, comme moyen de se réapproprier cet horizon de liberté qui nous semble inatteignable en l'état actuel de nos societés. L'affirmation

d'une puissance et d'un espoir collectif, le dépassement des limites individuelles dans lesquelles le pouvoir tente de nous enfermer, ne tient qu'à l'audace et aux désirs des individus, à leurs rencontres.

Il en a toujours été ainsi, de tout temps, de toute époque. Comme en Italie, pendant les années 90, où 5 personnes apprennent qu'elles sont contaminées par le SIDA, et se rencontrent. De leurs refus de l'individualisation et de se renfermer sur eux-même, dans leur corps et leurs pensées, naîtra un groupe de « bandits sociaux ». Lors de leurs braquages à visage découvert, ils revendiqueront cet état de contamination, s'arrogeant ainsi un espace d'impunité.

L' histoire déborde d'exemples où des individus se retrouvent tellement contraints, qu'ils n'attendent plus qu'on leurs donne, ils prennent tout simplement. Là où les espaces semblent être clos, une force collective se découvre, ouvrant par la même de nouveaux espaces, de nouvelles possibilités...

Une porte coulisse et se dérobe sur une immense étendue, où souffle un vent de broussailles. Au loin une ligne de chemin de fer que l'on sabote...

Il est des époques où les tensions et les contradictions sont telles que chaque geste devient une puissance subversive, chaque acte, même le plus simple et le plus ordinaire, se charge d'une amplitude, d'un écho de liberté, d'émancipation.

L'engrenage peut être bien huilé, mais la mécanique du pouvoir restera toujours contrainte au lourd protocole de son fonctionnement.

HARCELER LA POLICE, C'EST FAIRE QU'ETANT PARTOUT, ELLE NE SOIT NULLE PART EFFICACE.

CHAQUE ACTE DE HARCELEMENT RANIME CETTE VERITE, ENONCEE EN 1842 : « LA VIE DE L'AGENT DE POLICE EST PENIBLE ; SA POSITION AU MILIEU DE LA SOCIETE AUSSI HUMILIANTE ET MEPRISEE QUE LE CRIME MEME [...] LA HONTE ET L'INFAMIE L'ENSERRENT DE TOUTES PARTS, LA SOCIETE LE CHASSE DE SON SEIN, L'ISOLE COMME UN PARIA, LUI CRACHE SON MEPRIS AVEC SA PAIE, SANS REMORDS, SANS REGRETS, SANS PITIE ... LA CARTE DE POLICE QU'IL PORTE DANS SA POCHE EST UN BREVET D'IGNOMINIE. »

HARCELONS-LES !

Le sommet de l'OTAN est déjà passé depuis plus d'un mois et presque personne ne se souvient encore des protestations, et encore moins de leurs fondements. Pendant le sommet, plusieurs manifestants ayant pris part aux protestations ont été arrêtés. Quelques uns d'entre eux ont été jugés en comparution immediate et condamnés arbitrairement à des peines de prison ferme, ainsi qu'à des peines avec sursis. Selon les propos de Sarkozy, ces procès devaient se faire l'écho de peines exemplaires, les mouvement pacifistes et antimilitaristes devant être sanctionnés et criminalisés. Plus d'un mois après leur arrestation, les prisonniers militants contre le sommet ont réussi à rédiger une prise de position commune. Ils y expliquent leurs motivations à participer au mouvement de protestation anti-OTAN et décrivent leurs situations en prison ainsi que la solidarité naissante à leur égard. La belligérance est célébrée – celui qui se défend, atterri en prison.

LETTRE DE QUELQUES DETENUS DE STRASBOURG

En prison, tout se passe au ralenti. Quand on veut écrire une lettre, il faut d'abord commander du papier et des timbres. Pour cela, il faut de l'argent. Et même si on en a les moyens, cela peut durer longtemps avant que le matériel commandé arrive. Toutes les lettres sont ouvertes et probablement lues et cela aussi prend du temps. Les informations ne circulent que très lentement entre le monde extérieur et le monde intérieur. Et c'est pourquoi nous prenons la parole seulement maintenant.

1, 2, 3,
et ta liberté n'est plus là !

Au moment où l'OTAN voulait fêter son anniversaire le 3 et 4 avril, il n'était pas seul. 10 000 personnes ont pris la route vers la France pour manifester dans la rue contre le pacte guerrier. Des milliers de policiers français et allemands ont été mobilisés. Le traité de Schengen fut largement ignoré et les centres-viles de Baden-Baden et de Strasbourg ont été barricadés. Beaucoup de personnes ont été empêchées de pénétrer sur le territoire français ainsi que dans d'autres pays avoisinants. Déjà deux jours avant le sommet, une manifestation en réacion à la violence policière meutrière au sommet du G20 à Londres a été encerclée et arrêter. Avant que les participants se fassent arrêtés en masse, ceux-ci ont été chassés à travers la forêt à coup de gaz lacrymogènes et de flash-balls. Les projectiles ont été tirés sans respecter la distance minimum de sécurité de 5 mètres, ce qui peut avoir des conséquences mortelles. Ce n'est seulement que le lendemain qu'une assistance médicale a été accordée. Les jours suivants se sont déroulés de la même manière : plus de 350 personnes furent arrêtées arbitrairement et durent en partie passer la nuit dans des cellules bondées, sans manger et parfois également blessés. La plupart des personnes ont été relachées et seulement

une poignée de personnes continuent à subir l'arbitraire de la police : 9 personnes se trouvent entre-temps depuis un mois en maison d'arrêt. Nous, qui rédigeons ce texte, sommes quelques uns d'entre eux.

Justice sur ordre du Président

Que nous, précisément, soyons là, est un pur hasard – cela aurait pu arriver à n'importe qui d'autre. Les médias se sont emballés contre les casseurs. Le Président Sarkosy a exigé publiquement que les auteurs des faits soient condamnés le plus durement possible. La police et la justice ont été mis sous pression et devaient démontrer leur efficacité lorsque les procédures en référé ont eu lieu 2 jours après le sommet de l'OTAN. C'est cela dont il s'agissait au cours des procès, et non pas des faits reprochés. Les jugements rendus se sont rangés largement au plaidoyer du ministère public, lequel fonda principalement son argumentation sur des présomptions et des affirmations sans force probante. Il n'y a même pas eu de tentative d'orchestrer une procédure loyale. Il s'agissait, d'après le ministère public à propos d'un prévenu, d'un « professionnel » qui « tient des discours devant le tribunal ». Comme preuve de ces affirmations, ils se sont contentés du fait que l'accusé avait refusé de faire une déposition au poste de police et le fait aussi que ce dernier ait parcouru une longue distance afin de pouvoir prendre part aux protestations. Il fut également reproché à une autre personne d'appartenir à une organisation appelée « Black Block ». Le tribunal a dû tout d'abord se laisser expliquer qu'une telle organisation n'existait pas. Il était là clairement question de faire un exemple médiatique dissuasif. Déjà les déclarations de Sarkozy nous avaient au préalable laisser présager le pire. Les peines prononcées et la sévérité des jugements ont également surpri nos avocats, car celles-ci représentent presque quatre fois le quantum normal de la peine – même si toutes les accusations avaient été vraies. Trois personnes ont été condamnées à des peines de prison avec incarcération immédiate. Deux d'entre eux ont fait appel. D'autres ont été condamnées à des peines avec sursis. Un allemand, qui a été condamné à 3 mois d'emprisonnement avec remise en liberté, fut sans raison évidente envoyé pour 48 heures dans un centre de rétention administrative, avant d'être remi aux policiers allemands à quelques kilomètres de la frontière. Les six autres personnes incarcérées n'ont pas pour l'instant eu droit à un procès. Quatre d'entre eux devront comparaître le 5 mai devant les tribunaux – un autre cas de justice moralisatrice est à présager. Deux personnes sont pour une durée de 4 mois renouvelables en détention provisoire, le temps de leur instruction. Dans le journal populaire strasbourgeois « DNA », que nous recevons ici, l'impression donnée est que les « accusés » ont été condamnés à des peines justes pour les excès du 4 avril. Pour cela, des informations ont été intentionnellement détournées, tel que le

fait que trois des prévenus avaient déjà été arrêtés deux jours auparavant. De plus, des citations extraites des audiences ont été complètement dénaturées et replacées hors contexte. Le journal a imprimé les noms complets, ainsi que les domiciles des prévenus allemands. Dans un autre cas, il a été rapporté qu'un inculpé aurait mordu un policier et que ce premier aurait le sida. Une photo montrant un inculpé le jour précédent a été publiée. Mais celui-ci n'avait absolument rien à voir avec les faits reprochés. Cela engendra une pure diffamation, d'autant que 90% des personnes incarcérées ici lisent le « DNA ».

Les incendiaires pacificateurs

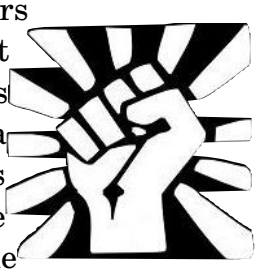
La couverture médiatique des protestations, autant que nous avons pu nous en rendre compte, a complètement laissé à l'écart et parfois même intentionnellement omise les critiques justifiées contre la politique de l'OTAN. Au lieu de ça, les politiciens participants ont été présentés comme des pacificateurs. Le 60ème anniversaire du pacte guerrier a été fêté de manière médiatique et comme une sorte de gala des bienfaisants du monde occidental. A côté de cela, l'OTAN est responsable, plus que n'importe quel autre pacte militaire au monde de l'armement, de la fabrication d'armes de plus en plus puissantes et de la formation d'armées de plus en plus mobiles, qui sont capables à chaque instant et partout dans le monde d'imposer les intérêts de puissance des dominants. Le prétexte actuel peut changer, la palette des arguments va de la soit-disante imposition des droits de l'homme à la chasse aux terroristes ou plus actuel, pour le combat contre les pirates somaliens. Les véritables raisons de leurs interventions restent les mêmes : élargissement des marchés libres, garantie des ressources et des matières premières ainsi que les calculs stratégiques géopolitiques. Certains participants au sommet de l'OTAN sont responsables de plusieurs milliers de morts dans le monde. L'Irak et l'Afghanistan n'en sont que les exemple les plus populaires. Lors de ce sommet, l'OTAN a très certainement discuté le papier de stratégie ayant pour intitulé « pour une stratégie commune dans un monde incertain – renforcement de la coopération transatlantique », révélant non seulement quelles seront les prochains théâtres de guerres du traité de l'Atlantique Nord, mais annonçant également sans gêne les raisons économiques d'une présence militaire décrites auparavant. Dans ce contexte, l'importance de l'Afrique a été mis en avant en rapport avec la pénurie des ressources, le changement climatique ainsi que le contrôle de la migration. Les grandes questions actuelles sont censées être résolues à l'aide d'une nouvelle stratégie militaire commune. Ce n'est donc pas très difficil de reconnaître que l'OTAN, organisation belligérante, remplit le rôle de flic de la planète. L'image fabriquée par les médias en apparaît d'autant plus ridicule. De manière complètement déformée, les états de l'OTAN sont présentés d'un côté comme les pacificateurs, et de l'autre côté, les manifestants sont diffamés et appelés « criminels ». Le problème de la violence structurelle d'une telle alliance militaire

n'est absolument pas abordée. C'est pourquoi ce n'est pas étonnant que les guerres soient relativisées et comparées aux excès de Strasbourg. Les barricades en flammes peuvent déjà être assimilées aux images de la ville détruite de Beyrout. C'est comme cela qu'une couverture médiatique libre dérive en farce. Peu importe ce qu'on pense maintenant des excès de Strasbourg, le comportement des médias n'a eu qu'une finalité, détourner l'attention des véritables incendiaires portant le signe de l'OTAN.

En prison...

Ici en prison, nous sommes, d'une manière ou d'une autre, très éloignés du monde et pourtant en plein milieu de celui-ci. Ça paraît paradoxal, et pourtant ici, à l'intérieur, tous les aspect négatifs de notre société ressortent clairement. Le racisme étatique et le contrôle social ne sont pas des phénomènes uniquement observables à l'intérieur des mûrs d'une prison. Expulsion, enregistrement des données biométriques, surveillance vidéo et fouille de la sphère privée ne sont que quelques exemples omniprésents dans notre soit-disant liberté. En prison, il existe également des méthodes pour dissuader la résistance. C'est pour cela qu'a été créée l'unité de police « IRIS », spécialement conçue pour la lutte contre les soulèvements. Celle-ci est rentrée en action en dernier lieu en avril, dans la prison de Mulhouse. Là, après leur promenade, les prisonniers ont refusé de retourner dans leurs cellules. Les officiers sont équipés comme les forces de police présentes dans les rues ou bien lors des manifestations : ils disposent de tasers, de matraques et de gaz lacrymogènes. La plupart des prisonniers que nous rencontrons ici, n'ont commi que de petits délits : utilisation de faux papiers pour éviter de se faire expulser ou bien pour pouvoir travailler, alcool au volant, vol et contrebande d'étiquettes, possession de petites quantités de drogue.

Beaucoup d'entre eux ont atterri en prison après une procédure de comparution immédiate, comme nous, et ont pris des mois voire des années d'emprisonnement. La plupart sont des jeunes, immigrés, issus des banlieues. Beaucoup racontent que les « étrangers » se reçoivent toujours les peines les plus lourdes. En tant que prisonnier, on ne vit pas si mal. Les besoins élémentaires comme la nourriture, la chaleur, l'exercice physique, le contact avec d'autres personnes ainsi que l'assistance médicale sont plus ou moins assuré, du moins lorsque tu te conformes aux règles. Ici, tout est divisé en portions et rationné. A commencer par la nourriture, ça continue avec les promenades dans la cour et au-delà avec l'accès aux informations, déjà extrêmement réduit. Certains geôliers font chier, d'autres moins. Le problème c'est qu'on est toujours dépendant d'eux, ils ont un privilège d'accès illimité, ont la possibilité de nous observer en permanence et une peine disciplinaire peut tomber à chaque instant en raison d'un comportement non conforme. Ce système totalitaire, inhérent à toutes les prisons, est basé sur le



pouvoir des surveillants et l'impuissance des surveillés. Ici, nos libertés se résument à aller à la messe ou non, à faire des promenades dans la cour ou non. La liberté s'arrête déjà sous la douche. Celui qui ne va pas se doucher aux heures prescrites trois fois de suite, est envoyé au cachot dans le cave. On ne décide pas non plus de la température de l'eau et donc il faut avoir de la chance. Celui qui a de l'argent, a quelques libertés supplémentaires, comme par exemple, tel ou tel ingrédient lors des repas ou bien peut s'acheter d'autres produits de consommation. Une centaine de prisonniers, dit indigents, n'ont absolument pas d'argent et ne peuvent même pas s'acheter de savon ou encore des timbres. Ils dépendent des donations des assistants sociaux ou bien de pasteurs. Mais ce qu'ils reçoivent n'est qu'une goutte d'eau dans la mer. Dans la prison de Strasbourg sont enfermés plus de 700 personnes pour une capacité réelle de 450. Afin de rendre ce surpeuplement chronique possible, la plupart des cellules ont été aménagées avec des lits superposés, ce qui permet que deux personnes puissent se partager 9m², toilettes incluses. Le surpeuplement de la prison de Strasbourg n'est pas un cas isolé. Au 1er avril en France, il y avait 63 521 personnes incarcérées dans 200 prisons. La capacité totale d'accueil des structures n'est pourtant que de 52 535 places. En Allemagne, la situation n'est pas si différente : en mars dernier par exemple, la ministre de la justice en Rhénanie du Nord/Westphalie a dû avouer que les conditions d'incarcération se révèlaient être inhumaines, en partie à cause du surpeuplement des prisons.

Solidarité, ouais !

La solidarité aide beaucoup, en prison nous pouvons bien nous en rendre compte. Et pas seulement celle venant des prisonniers « politiques » mais aussi celle des autres détenus : elle se manifeste sous forme d'informations, de sucreries, une oreille pour écouter ou bien encore par des conseils et des coups de pouces et ça fait du bien. Nous sommes très heureux des nombreuses déclarations de solidarité venants de plusieurs villes. Et également un grand merci à toutes les personnes qui nous soutiennent et nous encouragent en public, en privé et de manière pratique. Si l'arbitraire et la violence exercés contre nous réunient les gens dans la rue et au-delà des frontières, l'exemple que les puissant ont prévus de faire de nous, recule d'autant plus. Nous sommes très heureux si maintenant un réseau s'est constitué entre la France et l'Allemagne et même au-delà, un réseau de lutte contre la répression, et ce, sur le long terme. C'est pour ça que ce qui compte, aujourd'hui comme hier, c'est la solidarité en pratique et surtout dans l'avenir, transfrontalière.

Un monde à l'envers

Le temps c'est de l'argent,
La vie, une marchandise.

Les guerres sont humanitaires,
Le poison de la bouffe.

Les tortionnaires font la justice,
Les humanistes, le terrorisme.

Il en sera toujours ainsi
Jusqu'au renversement
du monde.

LETTRE D'UN DES INCULPÉS TOURANGEAUX

« ...toute existence qui n'est pas encore complètement soumise contient en elle quelque chose de criminel. »

Je garde en mémoire le souvenir obsédant d'un crissement de pneu, du fracas d'un train qui déraille, des portières qui claquent. Ensuite le cliquetis strident des menottes sur mes poignets, un écusson de la B.A.C., une panthère noire la gueule grande ouverte. Après plus rien, si ce n'est la sueur froide des auditions, la lumière blanche d'une cellule de garde-à-vue et la pellicule de ce faux monde qui continue pourtant de défiler...

La république, l'ordre bourgeois, ou toutes autres appellations du consensus social, cherchent à nous maintenir dans un mode de vie unique et obsolète. L'ordre des choses tel que nous le connaissons s'effrite, il est prêt à voler en éclat. Les vieux mécanismes de cruauté et d'humiliation qui nous maintenaient dans la docilité et l'individualisme sont dorénavant insuffisants à dissimuler les conséquences de la débâcle.
La bourgeoisie n'a plus rien à offrir, pas même l'illusion d'un espoir. En tant que pouvoir, ils ont déjà consommé toutes leurs fortunes. Ils n'exercent plus la moindre fascination, au sens fasciste du terme. Sous le pas lourd de leur désenchantement, ils laissent place à un sentiment nauséeux de déjà vu, déjà vécu. Tout est pellicule, fiction. Partout autour de nous se resserre l'étau de la légalité et du contrôle, partout s'allonge la portée des armes d'état. L'europe sentant son déclin venir s'est érigée en forteresse. Arguant de ses prétentions démocratiques, elle se sert d'organe tel que l'OTAN pour armer ses

intérêts et protéger ses privilèges.
Lors des événements « otanesques »

de Strasbourg, les autorités s'en sont données à cœur joie pour nous instrumentaliser en tant qu'exutoire chimérique, d'un peuple qui partout se réapproprie déjà par lui-même les moyens de sa défense, que ce soit dans la rue, dans le bureau du patron, ou lors d'actions d'auto-réduction...

La boulimie du pouvoir s'exerce toujours plus concrètement sur nos vies nos corps et maintenant notre pensée. Ce que l'on nous reproche est d'ordre abstrait, nous sommes suspectés d'avoir nourris de mauvaises intentions et donc incarcérés en raison de ces éventuelles volontés délictueuses. En réalité aucun acte matériel. Mais puisque porter des accusations n'est pas encore suffisant à prouver, les tribunaux vont alors devoir sonder nos moralités et nous punir en conséquence...

Pour se purger de ses traumatismes et pour gérer sa propre production de frustration, la société a besoin de ses victimes expiatoires. Conscients des logiques et des intérêts spectaculaires dans lesquels nous nous débattions, nous avons refusé d'être jugés en comparutions immédiates, ce qui nous a valu d'être placés 1 mois en détention provisoire. Nous avons été libérés depuis, à l'issue d'un premier procès pour cause de nullités apparues dans la procédure. Mais l'état ne compte pas en rester là, nous allons être rejugés.

La république se décline en un grand nombre de prisons. Il y a bien sûr les institutions, les écoles, les foyers, les hôpitaux, les maisons de retraite, les camps de rétentions, les maisons d'arrêts et tant d'autres. Tous ces lieux d'enfermement dans lesquels nous sommes placés sous dépendance, contraint les yeux rivés sur la pendule à patienter, à abandonner nos désirs, nos volontés.

Notre course effrénée s'est momentanément échouée dans l'une de ces nombreuses cellules en forme d'impasse, dans lesquelles le pouvoir aime tant à nous enfermer

Tout comme à l'extérieur, ils s'imaginent pouvoir nous apprivoiser en exerçant un contrôle strict sur nos sens, en

soumettant nos corps à leurs disciplines arbitraires. Tous ce que nous voyons, jusqu'aux odeurs que nous respirons (un mélange d'odeurs rances et de produits détergents), sans nous attarder sur la bouffe qui y est servie, tout est là pour nous rappeler notre condition de prisonnier. Un espace conçu à l'image de notre société, pour être démesurément fade et glacial.

La prison tout entière est prévue pour que nous ne puissions pas nous en faire une représentation claire. Jusqu'aux fenêtres orientées de manière à former un angle restreint avec le mur, contrôlant ainsi le paysage à portée de vue. Chaque couloir, chaque escalier débouche sur son poste de garde et son armada de caméras vidéos. Tout est compartimenté, enclavé, pour limiter nos déplacements, nos échanges. La prison constitue un immense champ d'expérimentation, pour des techniques sécuritaires qui seront ou sont déjà en application dans nos sociétés.

Enfermés dans ces sinistres cages, le monde nous apparaît comme une immense source inépuisable de liberté. Mais la prison sert cette illusion, en se donnant pour but de nous isoler, pour nous affaiblir et nous briser. Par la contrainte et la privation, elle tente de semer le trouble et la confusion entre une éventuelle et éphémère libération et la possibilité même, le véritable devenir de la liberté.

Un vent frais nous parvient parfois de l'extérieur. Chargé d'électricité, il nous annonce que dehors c'est partout le même ravissement, le même spectacle. Des bandes de jeunes et d'autres un peu moins, toutes conditions sociales confondues, qui refusent de jouer leur rôles. Ils ne vivent désormais l'instant présent que pour se réapproprier et assumer leurs désirs. Un front fier et indécent à l'égard d'une société desséchée, qui ne nous a jamais laissée d'issue que dans l'obéissance citoyenniste, la soumission et la monotonie des jours gris.

Au hasard des rencontres, nous nous découvrons comme force collective. Une puissance enfin à même de nous libérer de la rage, que nous inflige tous les jours ces étalages insolents de biens et d'espoirs nauséeux. Auxquels nous le savons, nous n'aurons jamais accès. Et à vrai dire, tant mieux!

Les séquences se figent, les enchaînements se brouillent. On entend maintenant distinctement depuis la cabine de projection, le

claquement de la pellicule qui tourne dans le vide. La bobine arrive enfin à son terme, et nous nous réveillons groggys, glacés, cherchant à tâtons un quelconque point de fuite dans cette atmosphère oppressive.
Ce que l'on nous reproche concrètement c'est notre refus de la société telle que nous la subissons. C'est le fait que nous vivions en marge de celle-ci, que nous expérimentions de nouvelles formes de vie, de lutte. Les tyrans et les tenants de l'ordre ont décidés d'ignorer toutes formes de contestations traditionnelles, ouvrant ainsi la voie à une jeunesse toute de noire vêtue, célébrant le deuil de ses libertés.

Comme une majestueuse fuite en avant, nous ne trouverons désormais de réponses que dans le mouvement qui détruit l'ordre existant des choses. La répression à laquelle fait face notre combat, nous a ramenés pour un temps au cœur même de la traque et de l'oppression. Mais dehors, comme depuis nos cellules, nous continuons de fomenter de nouvelles lignes de fuite, de nouveaux rapports de force, utilisant pour cela chaque brèche dans la forteresse. Ici plus que jamais nous avons conscience de la nécessité de nos pratiques, de nos solidarités et de nos luttes, auxquelles semble répondre comme en écho, le lent vacillement de l'architecture sécuritaire et individualisante que nous fuyons.

En tout lieux, toutes circonstances, nous continuons autant que possible d'aménager de nouveaux espaces de liberté. Ainsi s'il nous arrive parfois d'être pris, ou même vaincus, nous restons à jamais insoumis.
Ami-es soyez heureux, car j'ai la vague impression que de notre capacité à être heureux dépend notre seul espoir.

E.A.P.

méfiez vous
toute existence qui n'est pas encore complétement soumise..
contient en elle quelque chose de criminelle

PROCES D'INTENTION

Le 22 juin, les trois tourangeaux arrêtés lors du contre-sommet de l'OTAN à Strasbourg, sont de nouveau convoqués devant le tribunal alsacien. Cela ne sera que la troisième fois, pour cette même affaire, qu'ils comparaîtront devant la justice. De là à penser acharnement, il n'y a qu'un pas ! Ils ont été relaxés le 5 mai, pour vice de procédure. Le tribunal a été obligé de reconnaître que ni les flics, ni les greffiers ne savaient correctement recopier le simple numéro d'un article de loi. Le procureur a donc annoncé par voie de presse son intention de les rejuger sur le fond. Sa volonté est de les embastiller. Ils risquent jusqu'à un an de prison ferme, comme l'a déjà requis le porte parole de Dati/Sarkozy.

S'ils sont convoqués devant la cour, ce n'est pas simplement pour un procès d'intention, ou pour avoir acheter de l'alcool à bruler, des lunettes de protection, et une SERPILLÈRE, mais bel et bien pour briser leur volonté à s'émanciper du contrôle social toujours plus intense, à construire de nouveaux rapports entre individus, basés sur des solidarités actives, l'entraide et l'égalité sociale. Ce qui est directement mis en cause, c'est leur mode de vie, leurs désirs d'échapper aux formes astreignantes du productivisme, du salariat et à son cortège de misère, dans lequel nous nous sentons tous de plus en plus enfermés.

Le parti de l'ordre, dans l'incapacité de pourvoir à nos besoins et aspirations, tente de limiter, voir d'écraser nos volontés individuelles et collectives. Toutefois l'État en tant qu'architecture froide et sécuritaire, fait face à l'éventualité d'une crise majeure; celle de la forme actuelle de son outil de contrôle social en passe d'être rendu obsolète par le délabrement de l'économie capitaliste et de l'idéal de vie « petit bourgeois » devenu inaccessible et peu enviable. Le recours aux traditionnelles techniques d'enfermement disciplinaire, à la mise en compétition des individus par le biais du jeu concurrentiel de leurs ambitions, offre une marge de manœuvre de plus en plus limitée. Prisons surchargées, émeutes régulières, discrédit de l'entreprise et de son modèle managerial.

Le véritable risque pour les gouvernants, est que cette crise matérielle s'étende et déborde en une crise de confiance institutionnelle et sociale. Les politiques de gestion de la misère (dites politiques sociales...) rencontrent de plus en plus de difficultés à rester crédibles et ce n'est certainement pas « l'armée » des travailleurs sociaux qui y changera quelque chose. Pour l'instant, les organes « représentatifs », tels que les syndicats ou partis, assurent leur fonction d'instrument de la machine « Contrôle », en régulant l'expression politique des frustrations par des manifs spectacles, assurant ainsi la reproduction du présent. Combien de temps tiendront-ils ? Quant serons-nous capables d'initier des ruptures à la hauteur de nos utopies ? Toutefois lorsque ces organismes n'arriveront plus à remplir leurs rôles, l'État en sera

certainement d'autant plus policier, et probablement assisté par l'armée. « Le risque inhérent à une telle orientation est que cette société purement fonctionnelle se convertisse à une sorte de totalitarisme de l'efficace » *(La décadence sécuritaire, La Fabrique 2007)* conduisant à l'instauration progressive d'un nouveau régime de domination... et de fascisme.

La construction fantasmagorique d'un « ennemi intérieur », comme action psychologique et stratégie politique permet de justifier la nécessité des mesures prises, l'ingérence sans cesse croissante des autorités dans nos vies et la permanence d'une législation anti-terroriste, dite exceptionnelle. La recherche de peine de « substitution » et le recours au collier électronique, participe tout autant à ce processus de transformation de nos sociétés de contrôle et de maintien de l'ordre. Rien que pour l'année 2008, l'État a procédé à plus de 600 000 garde à vue. Combien de perquisitions? De personnes misent sous écoute, sous surveillance. La répression a pour but de marginaliser et d'éradiquer toutes organisations informelles et surtout de PRÉVENIR tous désirs ingouvernables, en imposant le respect du monopole et de l'omniprésence du pouvoir dans toutes les sphères de notre existence.

Les enjeux des logiques contre-insurrectionnelles actuelles sont le contrôle de la population (de leur déplacement, de leur velléité, ...) et le maintien des cloisons entre les différentes colères et luttes. Les gouvernants agissent en médecins, prodiguant tantôt le médicament police, tantôt le vaccin justice. Dans cette perspective endémique, la « nation » est un corps dont il faut localiser et prémunir de tous les foyers infectieux que nous sommes. Ainsi, ce « corps » resterait « sain » si aucune contestation de l'ordre économique, politique et sociale n'avait la possibilité de voir le jour. L'un des antivirus qu'est l'enfermement, avec ses possibilités limitées, ne peut être qu'un mode de gestion de crise et de gouvernance à court terme, (du moins nous l'espérons). Celui-ci sclérose « l'imaginaire » des décideurs dans les limites du capitalisme, n'ayant pas d'autres univers à proposer, elle les conduit à nous enfermer toujours plus nombreux et enragés, à l'intérieur des murs carcéraux.

Mais au final n'est-ce pas en leur sein, dans l'œil du cyclone que pourront enfin se briser les barrières sociales. La rencontre tant attendue de différents milieux sociaux qui, à terme, pourront se radicaliser et laisser libre court à leurs volontés d'émancipation. Nous l'avons notamment vu à Strasbourg, suite aux affrontements et à la convergence festive qui a eu lieu dans le quartier du Neuhoff. Les liens créés au dehors ont pu se développer à l'intérieur.

Des Serpillères Offensive en Lutte

LA DÉSOBÉISSANCE EN PRISON

« CA COMMENCE PAR REFUSER LEUR RYTHME : LEVER, COUCHER, MANGER. TU TE DONNES UN AUTRE RYTHME. JE CONNAIS ASSEZ PEU DE GENS QUI ACCEPTENT CE RYTHME. ENSUITE, LES RÉSISTANCES, Y'EN A DEUX TYPES, DE MANIèRE ISOLéE OU COLLECTIVE. POUR LES ISOLéES : NE JAMAIS SE LAISSER MAL PARLER SANS LES REMETTRE à LEUR PLACE. ÇA C'EST UN TRUC DE TOUS LES JOURS, QUITTE à ALLER AU MITARD. REFUSER LA TéLé : ON SE MéFIE DE TOI, ON TE CATALOGUE COMME SUBVERSIF, ON SE DEMANDE à QUOI TU PENSES. C'EST éCRIRE LE PLUS POSSIBLE à L'EXTéRIEUR, TéMOIGNER. NE JAMAIS LAISSER QUELQU'UN TOUT SEUL. ÇA FAIT LE JEU DE L'AP CAR ELLE FABRIQUE L'INDIVIDUALISME ET SE MéFIE DES GENS QUI VONT EN VOIR D'AUTRES. [...] POUR LA DéSOBéISSANCE COLLECTIVE, ELLE PASSE PAR LA VIE QUOTIDIENNE. QUAND JE SUIS ARRIVé à FLEURY, J'AI éTé VITE BIBLIOTHéCAIRE. QUAND T'ARRIVE EN PRISON, ON TE DONNE LE MINIMUM STRICT : LE PAQUET ARRIVANT. AVEC UNE OU DEUX PERSONNES ON S'EST DIT QU'ON POUVAIT LE CORRIGER POUR AVOIR UN VRAI PACK ARRIVANT. TOUS LES ARRIVANTS PASSENT PAR LA BIBLIOTHèQUE. UN PEU DE RICORéE, DU SUCRE, DU SEL, UN PAQUET DE TABAC, UN PEU DE BOUFFE. ON AVAIT FAIT ÇA : LA BIBLIOTHèQUE SERT DE COOPéRATIVE. TOUT LE MONDE DONNE ET APRèS ÇA DONNAIT UN CADEAU POUR LE NOUVEL ARRIVANT. JE LEUR DISAIS : « VOUS LE PRENEZ EN ATTENDANT VOTRE PREMIER MANDAT QUI MET AU MOINS QUINZE JOURS à ARRIVER. ET PUIS QUAND VOUS TOUCHEZ DE L'ARGENT, VOUS REMBOURSEZ. SI VOUS AVEZ PLUS DE SOUS, VOUS EN DONNEZ PLUS ET SI VOUS N'AVEZ PAS DE SOUS, PAS DE REMBOURSEMENT. » C'éTAIT COMPLèTEMENT INTERDIT. ÇA A éTé DéCOUVERT UN JOUR. JE ME SUIS FAIT DéCLASSER ET ON A éTé SéPARéS. C'EST UN PETIT EXEMPLE, UNE DéSOBéISSANCE POUR AMéNAGER LA VIE à L'INTéRIEUR. PAS DE RéSISTANCE DIRECTE CONTRE L'AP. [...] APRèS SINON C'EST UN MOT D'ORDRE, UNE PéTITION. C'EST UN TRUC COMPLèTEMENT INTERDIT. CELUI QUI LA LANCE, C'EST MITARD POUR INCITATION AU DéSORDRE. Y'A LE REFUS DE PLATEAU. AU BOUT DE TROIS JOURS, L'AP DOIT LE SIGNALER à LA DIRECTION RéGIONALE. EN MêME TEMPS, T'ESSAIES DE LE FAIRE SAVOIR à L'EXTéRIEUR. C'EST POUR ÇA QU'IL FAUT DES PASSERELLES ET QU'ON FAIT CE QU'ON FAIT. ÇA PEUT êTRE DES LETTRES COLLECTIVES, QU'ON REÇOIT DES FOIS à LA RADIO. ÇA PEUT êTRE ENSUITE UN REFUS DE REMONTER DE PROMENADE. EN GéNéRAL, ILS T'ENVOIENT LES CRS. ET PUIS à CHAQUE MOUVEMENT COLLECTIF, L'AP ESSAIE DE DéGAGER DES MENEURS ET LES TRANSFèRE. QUITTE à EN FABRIQUER. ÇA CASSE RAPIDEMENT TOUT MOUVEMENT. ENSUITE TU AS... TOUT CE QUI EST PLUS VIOLENT. [...] DèS QUE TU FAIS MINE DE T'OPPOSER, ILS FONT TOUT POUR TE CASSER EN DEUX. L'ARME PRINCIPALE : L'ISOLEMENT. TRANSFERT, ISOLEMENT. APRèS, POUR LES AUTRES FORMES... AH OUI ! LES BASQUES EN ONT UNE SUPERBE : C'EST INVESTIR LE MITARD. PAR EXEMPLE, QUAND Y'A DES FOUILLES POUR ALLER AU PARLOIR. LES FOUILLES à CORPS SONT POSSIBLES. EN GéNéRAL, TU REFUSES. CONTRE ÇA : ON REFUSE ET ON VA AU MITARD. Y'A UN CERTAIN NOMBRE DE PLACES. ILS RENDENT LE MITARD COMPLET POUR LES AUTRES. ET ILS TOURNENT. ÇA ÇA FAIT CHIER L'AP. ET PUIS, IL Y A LES FORMES TRèS SPEED. EN DERNIER à CLAIRVEAUX : C'EST L'éMEUTE ET LA DESTRUCTION. ÇA SE PAYE TRèS TRèS TRèS CHER. ET PUIS BIEN SûR L'éVASION. C'EST UNE DéSOBéISSANCE CONSTANTE. QUAND TU PENSES à ÇA, TU REFUSES LA TAULE TOUT LE TEMPS, ÇA TE REND FORT. C'EST QUELQUE CHOSE QUE TU PEUX FAIRE ET QUE... QUI PEUT êTRE SOLITAIRE. PAR EXEMPLE à TOULOUSE, UN TYPE A OBSERVé PENDANT SIX MOIS UN MUR. C'éTAIT UN GRIMPEUR. IL EST SORTI COMME ÇA. ÇA PEUT êTRE à PLUSIEURS. ET SOUVENT AVEC L'EXTéRIEUR. Y'A BEAUCOUP DE TENTATIVES. »

Extrait de la brochure : LA DESOBEISSANCE EN PRISON : Celle de l'administration et celle des détenus ; Petits arrangements et conflits de vie ou de mort.

PRISON-ECOLE,
PRISON-TRAVAIL,
PRISON-PRISON.

PRISON POUR ENFANTS,
PRISON POUR ADULTES,
PRISON POUR VIEUX.

PRISON POUR DELINQUANTS,
PRISON POUR ETRANGERS,
PRISON POUR MALADES.

LE CAPITALISME NOUS CONSIDERE
TOUS COMME DES MARCHANDISES.
ET POUR CHACUN DE NOUS,
IL A PREVU UNE PRISON.

FEU AUX PRISONS !!!

LA REVOLTE GRONDE
VOS PRISONS ET VOS CAMPS NE NOUS ARRETERONT PAS !

Ceux qui volent: on les emprisonne, ceux qui tuent aussi, ceux qui sont étrangers et ceux qui résistent à l'Etat (totalitaire) également. Par contre tel haut personnage fait voter des morts pour assurer son élection dans une mairie de Paris, restera en liberté avec un sursit comme épée de Damoclès et une amende . Lorsque Chirac et consorts piquent des sommes époustouflantes à la mairie de Paris pour faire fonctionner le RPR, l'affaire est classée ! Ainsi, une personne des classes dominées court plus de risques d'être incarcérée lorsqu'elle vole à l'étalage, qu'un bourgeois quant il détourne des millions d'euros !

Les prisons sont pleines d'hommes, de femmes et d'enfants. Depuis des siècles qu'elles existent, elles n'ont montré qu'une chose : elles ne sont simplement l'expression d'une vengeance des nantis lorsque les pauvres refusent leur domination et un moyen de reléguer tous les indésirables pour ces mêmes dominants, qu'ils soient aristocrates dans la société de cour, ou bourgeois dans la société capitaliste.

Le Collectif de Soutien aux Demandeurs d'Asile et aux Sans Papiers et d'autres luttent pour la régularisation de tous les sans papiers, pour la libre circulation et contre la xénophobie d'état, la fermeture et la disparition des camps de rétention.

Dans la situation actuelle, il est difficile de ne pas faire des parallèles entre le régime de Vichy et la politique de tous les gouvernements depuis une trentaines d'années en matière d'immigration. Sarkozy ne fait qu'accélérer un processus déjà bien engagé. Le consensus au sein de la caste politico-gouvernementale est très fort. Les sans papiers, les demandeurs d'asile (et tout les sans...) se retrouvent peu à peu enfermés, maltraités et expulsés parce que leur seul tort et d'avoir fuit ou quittés leur pays d'origine. Enfants,

parents, femmes ou hommes sont arrêtés et placés en rétention puis expulsés de force.

Mais les camps de rétention sont de plus en plus nombreux à bruler par les flammes et par la rage. Nous voulons que ces camps pour étrangers soient non seulement fermés mais détruit pour ne pas qu'ils soient réutilisés pour y enfermer quiconque dans un avenir plus ou moins proche.

On ne peut oublier que les camps ouverts par Daladier pour « accueillir » les réfugiés espagnols à la suite de la défaite de la révolution, « hébergèrent » des Juifs, des Tziganes... pendant le régime de Vichy. Le camp de Rivesaltes (proche de Perpignan) est emblématique. Après avoir été ouvert par les gouvernements avant et pendant la Seconde guerre mondiale pour y enfermer des gens victimes du racisme d'Etat, il fut utilisé pour incarcérer des prisonniers de guerre allemands et italiens. Ensuite ce fut au tour d'Algériens pendant la guerre d'Algérie. Ce même camp reçut des harkis à la fin de celle-ci. Au début des années 80, l'Etat le réouvrit pour y retenir des sans papiers. Il n'a été fermé qu'au début des années 2000 au profit d'un nouveau camp de rétention construit près de l'aéroport local. Cela montre qu'on sait où commence un outil de répression, mais on ne peut jamais prévoir où il se terminera !

Lors du dernier sommet de l'OTAN en avril, de nombreuses personnes ont manifesté leur révolte, leur opposition à cette machine de guerre impérialiste et leur refus qu'elle soit aussi utilisée à des fins de « maintien de l'ordre » capitaliste si la crise sociale s'amplifie.

Le service d'ordre à Strasbourg composés de plus de 50000 policiers (français et allemands) et gendarmes n'a pas empêché les manifestants d'agir. Pour maintenir le calme dans les foyers et tenter de nous terroriser, Sarkozy et ses ministres n'ont pu nous faire taire, même si ils ont réussi à nous contenir dans les périmètres qu'ils avaient imposés ; coût de l'opération : des millions d'euros dépensés, alors qu'il n'y aurait pas de moyens pour trouver des logements pour les SDF, que notre santé, l'éducation... sont de plus en plus soumises

aux aléas de la privatisation.

Non content de notre expression et pour tenter de nous museler, maintenant l'Etat réclame des exemples. Sur les 11 inculpations, la justice soit-disant indépendante a pourtant exécuté les propos du président et de la sinistre de l'intérieur. Des peines de prions de 6 mois à 1 ans de prison ont été « distribuées » par le tribunal sans qu'il n'y ait de preuves ni même de délits. Parmi eux 3 militants de Tours, dont un membre du CSDASP, dénoncés par un vigile d'un super-marché (Auchan). Ils ont été arrêtés pour avoir simplement achetés de l'alcool à bruler et... une serpillière ! Après l'énoncé de la nullité lors de leur procès le 5 mai en raison d'erreurs de procédure (en fait les flics ont été incapables de recopier correctement le numéro de l'article de loi par rapport auquel nos 3 camarades devaient être poursuivis, ce qui en dit long sur le sérieux des procédures engagées) la procureur fait appel. Le 22 juin, nos camarades comparaîtront de nouveau devant le tribunal de Strasbourg. Le porte voix de Sarkozy/ Dati réclame jusqu'à 12 mois de prison ferme.

A Tours, le squat « Le pied de biche », autogéré par le Collectif la Victoire, est un lieu d'habitation et de lutte où se rencontrent et agissent plusieurs collectifs mobilisés contre le capitalisme, la xénophobie, le productivisme, le sexisme, la domination, le fascisme... Ce squat a subi une descente de flics : deux habitants arrêtés, dont l'un est convoqué le 12 août au tribunal correctionnel. Pourquoi ? Lors d'une manifestation étudiante, notre camarade serait, selon la police, auteur de dégradations envers la vitrine d'ADIA (boite d'intérim). Plusieurs témoignages montrent que notre camarade participait à la manifestation, mais qu'en aucune façon il n'a brisé la vitrine de cette officine de la précarité. Son tort serait-il, qu'il soit membre du Collectif la Victoire ainsi que du CSDASP et qu'il vit dans un squat, refusant le salariat et de devoir payer un loyer pour engraisser un proprio ?

Que l'on soit enfermé pour un vol, parce qu'on a une nationalité différente ou pour faire taire toute forme de rébellion, les prisons ne seront jamais des centres

de rééducation, ni des instituts pédagogiques. La prison et les camps brisent les liens familiaux, amicaux, sociaux et autres, détruisent bon nombre de personnes.

L'enfermement dans des camps de rétention ou en prison n'a jamais empêché quiconque de vouloir franchir des frontières, de s'installer où il le souhaite ou de trouver des moyens pour ne plus subir l'exploitation, exprimer sa révolte et sa volonté d'un autre futur en le construisant dès à présent.

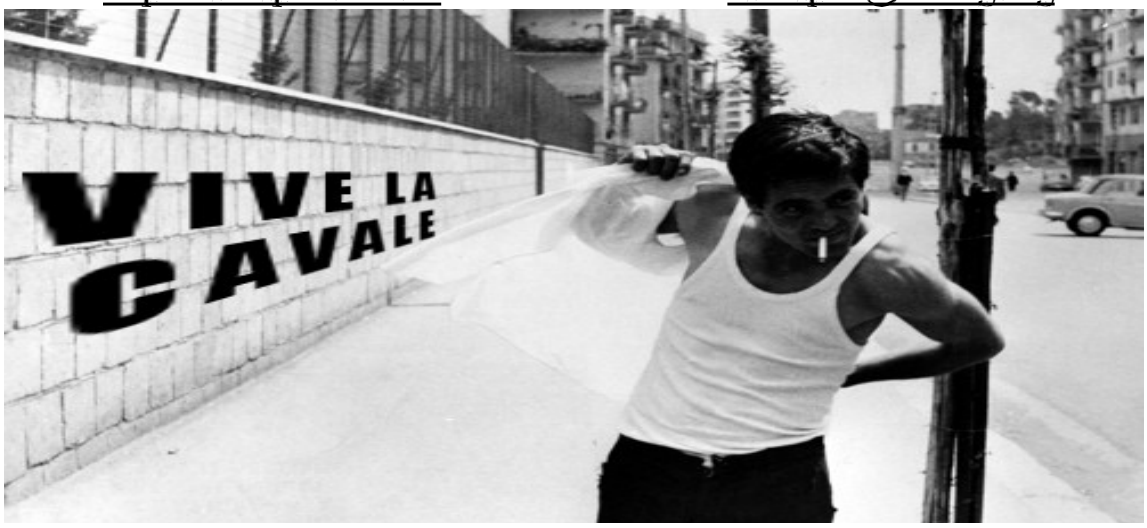
Les prisons, les camps doivent être détruits car l'enfermement est antinomique avec une société fondée sur l'égalité sociale et la solidarité !

Soutenons les inculpés de Villiers le bel, de Tarnac, d'Athènes, de Vincennes, de Strasbourg et tous les autres...

LA PRISON CA SUFFIT, NOTRE LIBERTE N'A PAS DE PRIX ET N'EST PAS NEGOCIABLE

A BAS LES PRISONS ET LES CAMPS DE RETENTION

LibertE de circulation et d'installation
Collectif La Victoire-Squat Au Pied de Biche la-victoire@laposte.net
Collectif de Soutien aux Demandeurs d'Asile et aux Sans Papiers
http://csdasp37.free.fr/ - 06 34 19 64 98 - csdasp37@no-log.org



PROFITEZ DES CAMPS DE VACANCES...

...EUROPEENS

FERMETURE ET DESTRUCTION DE TOUS LES CAMPS DE RETENTION ET DE TOUS LES LIEUX D'ENFERMEMENT

garde à vue

Lundi 18 mai. 8h30. la porte d'entrée du squat le « Pied De Biche » vole en éclat. Les forces du désordre font usage de leur bélier. après avoir soit disant sonner. alors qu'on a pu de sonnette depuis une descente de fafs. il y a quelque mois. Le bruit nous réveille. Dans la cours. une dizaine de flics en uniforme et tout autant de civils armés qui commencent à envahir les étages du bâtiment principal. Lorsqu'ils arrivent à notre étage. nous sommes à moitié nus. Ils sont une demi douzaine à se rincer l'oeil avec un sourire narquois et à nous dire de nous habiller. Quand J.. une habitante du squat. demande pourquoi ils sont là. ils lui répondent qu'on est pas chez nous et de nous dépêcher de nous habiller. Nous pensons alors être expulsés. sans même qu'il y ait eu de procédure. Lorsque je demande la raison de ce bordel. ils me répondent qu'ils ont besoin de nous auditionner pour une affaire de dégradation. sans rien dire de plus. Avant de descendre. l'un d'eux nous demande si nous avons des objets de valeurs. à quoi je réponds que toute notre vie se trouve entre ces murs. Un petit blanc s'installe avant qu'il réplique de ranger ces dits objets. pour pas qu'on accuse la police de vol.

En descendant. nous voyons notre colocataire. entouré de 5 flics. contrôlant son identité. Chacune des pièces de la maison et des dépendances seront visitées par les pandores. En sortant dans la rue. accompagnés de 6 hommes de la BAC et de quelques uniformes. nous voyons encore des flics. De nombreuses voitures sont garées dans la rue Lamartine et dans la rue Walvein. En tout. une bonne trentaine de flics en uniforme et de la BAC. D'ailleurs. il y a plus de BAC que d'uniformes.

Au commissariat. j'apprendrai. seulement après l'avoir demandé. que je suis en garde à vue. On ne m'informe pas de mes droits et je ne connais toujours pas le motif exact de tout ce cinéma. Le flic ne fait que taper sur le clavier de son ordinateur. Sur les murs des dizaines d'articles de journaux relatant tout autant d'embastillements. Sûrement les « exploits » du chien de garde qui m'auditionne. Il daigne enfin m'informer de la raison exact pour laquelle je suis devant lui : DEGRADATION VOLONTAIRE D'UNE VITRINE DE LA SOCIETE ADIA INTERIM A L'AIDE D'UNE BOUCHE D'EGOUT LORS D'UNE MANIFESTATION INTERDITE LE JEUDI 14 MAI 2009. Je demande aussitôt à voir un avocat. un médecin. ainsi que prévenir une personne proche. et je précise que je garderais le silence jusqu'à ce que mes droits soient appliqués. *Le jeudi 14 mai. à l'appel des étudiants. une manifestation de nuit est organisée contre la marchandisation de l'Université et de l'éducation en général. L'idée d'une manif de nuit permettait aussi de protester contre la politique de la mairie qui interdit tout rassemblement festif. concert et autres dans la ville. Environ 150 personnes avaient répondu à l'appel. Il y avait des étudiants pour une grande partie. mais aussi des travailleurs. des chômeurs. des SDF... La manifestation était festive et joyeuse. En arrivant place de la Victoire. le cortège s'arrête quelque instant. Les banderoles se mettent devant l'agence d'intérim qui fournit la main d'œuvre nécessaire au déblocage de l'université. Des individus commencent à peindre des slogans. A ce moment. je suis à une dizaine de mètres de la vitrine en train de regarder un cracheur de feu. présent pour l'occasion. Soudain un bruit sourd retentit : la vitrine de l'agence d'intérim est brisée. Tout le monde est surpris. Le temps s'arrête quelques secondes. Puis la manifestation repart déambuler dans les rues du vieux Tours. Selon la police. un témoin m'aurai vu jeté la bouche d'égout dans la vitrine à deux reprises.* Au poste. des coups de fil sont passés. à ma famille et à mon avocat. Dans la foulée. je suis descendu sous bonne garde dans une cage où j'ai droit à une fouille. Je finirai en caleçon sous la caméra d'une cellule peu éclairé. Le flic me demande de me rahabiller. Avant de me mettre en cellule. il me demande mes lunettes. Je refuse. en lui disant qu'« *il ne demanderai jamais son pacemeaker à un cardiaque* ». Il me menace. je lui donne. Puis il me met dans la cellule juste en face de son bureau. Lors de la visite du médecin. je n'ai droit qu'à une prise de tension. Le médecin me demande si je suis sous subutex. je lui répond que *« la peau qu'il voit sur mes os. c'est pas la came. mais la dalle qui me ronge. »* L'entretien se termine par quelques blagues sur Sarkozy auxquelles seul le médecin et le flic. présent lors de l'entretien. se marrent. Avant d'être remis en cellule. je remarque sur la montre du doc': il est à peine 10h30. Une heure plus tard. je retourne dans les bureaux pour une seconde audition. On tourne et retourne dans les couloirs et les étages. Je suis complètement perdu dans ce bâtiment. Nouveau flic. nouveau bureau. nouveau décor. Sur le mur. des photos du film les TONTONS FLINGUEURS (la scène où ils se prennent une cuite). une carte de la police grand format avec Coluche en photo. ça me fait sourire. Dans cet enfer. on se détend comme on peut ! L'audition

porte sur mon mode de vie, mon logement, mes ressources, etc... Puis vient, de nouveau, une question sur l'affaire. Je réponds la même chose qu'à son collègue, à savoir que je n'ai rien à dire et que je souhaite voir mon avocat. De retour au rez de chaussée, en cellule. Sur le chemin, je croise J., sur un banc dans un couloir. Je lui dit discrètement « avocat ». J'ignore si elle est ou pas en garde-à-vue.

La cage, quelques mètres carrés de béton recouvert d'une fine pellicule de peinture, elle-même recouverte de crasse, de trace de merde et de sang. Sans parler de l'odeur, à gerber ! De plus, il y a la clim, ou un ventilo qui tourne en permanence. Mon attention se tourne vers les tâches de sang. Ça fait une ligne de tâches éclatées et quasi rectiligne, comme si vous preniez un pinceau imbibé de peinture, et que vous donniez un coup sec dans le vide. La plus grosse tâche fait presque la taille de mon pouce. Je tourne et retourne dans la petite cellule. Le temps passe... très lentement. J'ai droit à un repas, sans goût. J'essaie de dormir un peu, mais impossible, il y a toujours une porte qui claque, un boulet qui vient vous déranger pour rien... Toujours ce foutu ventilo. Un peu plus tard, j'entends du chahut. J'approche de la vitre, et vois une troupe de flics traînant un homme a terre, menotté dans le dos. L'homme est amorphe, il ne dit pas un mot. Ils remarquent que je les regarde, et trainent donc le type à l'abri des regards, dans un autre couloir. J'entends des cris pendant quelques instants. Plusieurs flics rejoignent l'attroupement. Puis plus rien. Pendant une ou deux minutes, il y a un silence total. Puis les flics quittent la scène. Ils sont près d'une douzaine. L'un d'eux a des vêtements dans les mains. Les trois derniers tiennent l'homme, toujours aussi calme, mais semble être un peu dans les vapes.

J'essaie de visualiser la configuration du bâtiment pour me rassurer. Vers 15h, je vois enfin mon avocat. Je lui précise les conditions dans lesquelles je suis retenu. Le sang sur les mûrs, l'homme trainé au sol, mes lunettes... Je lui demande des nouvelles de J. J'apprends qu'elle est libre, et qu'elle était entendue en tant que témoin. Puis nous parlons de mon cas. Je lui explique comment s'est passée la manifestation, et que le soit disant témoin n'a pas pu me reconnaître en train de jeter la bouche d'égout, car je ne l'ai pas jeté. Elle me conseille de détailler au maximum les faits, de demander une confrontation avec le témoin, ainsi que d'aller sur les lieux des événements. Avant de partir, mon avocat demandera, à voir la cellule dans laquelle je suis. Ce qui lui sera refuser. Elle demande aussi que mes lunette me soit rendues. Nouveau refus. Elle laisse une réclamation écrite, et me dit que dehors, les copains me soutiennent. Ça fait du bien au moral !

A peine, une heure après la visite de mon avocat, je remonte dans les étages pour une troisième audition. Dans les couloirs, les humiliations continuent, j'aurai droit à des brimades, des remarques à deux balles. Ils veulent me provoquer pour que je craque. Les deux premières auditions s'étaient à peu près bien passées. Celle-ci est beaucoup plus tendue. Le flic est stressé et énervé. Je suis calme. Dans le bureau, il me pose des questions auxquelles je réponds avec détail comme me l'a conseillé mon avocat. Il note que ce qu'il a envie de noter. Je lui dis mais il refuse de compléter ma déposition. Je demande une confrontation avec le témoin. Il me répond que ce n'est pas moi qui choisis la procédure. Je demande aussi à pouvoir aller sur les lieux pour montrer et démontrer que je ne pouvais pas être le lanceur de plaque d'égout. Nouveau refus. L'audition tourne court, il note à la fin du rapport : « Je maintiens que je suis innocent », puis imprime et me le donne pour que je signe. Je relis, complète ce qu'il a volontairement omis. Il s'énerve, m'arrache le papier des mains, et me dis : « Qu'est-ce tu fais ? T'écris pas sur MON papier, c'est MON papier. » Il m'arrache le PV des mains et le déchire ; puis en imprime une nouvelle série avant de me le tendre de nouveau pour le signer. Je lui dis que dans ces conditions, il était hors de question de signer quoi que ce soit. Il s'énerve un fois de plus, et me ramène en cellule. Pendant tout le trajet, j'ai le droit de nouveau à des remarques désobligeantes et me laisse pourrir de nouveau en cage.

Je sortirai de garde-à-vue un peu avant 18h, avec une convocation au tribunal de tours le 12 août 2009 à 9h pour être jugé pour dégradation volontaire d'un bien, en l'occurrence le bris d'une vitrine de la société Adia Interim. Je risque 2 ans de prisons et 30 000 euros d'amende. Dans le contexte actuel, où les gouvernants « orientent » les décisions de justice, je n'attends rien de cette procédure judiciaire qui vise à me marginaliser. Que ce soit individuellement ou collectivement, les tribunaux condamnent, et ce, même en l'absence de preuves, se pliant, volontier, à la volonté politique de criminaliser tous ceux qui résistent, luttent et tentent de s'extraire du système capitaliste. Face à un tel désir répressif, aucune défense juridique ne tient la route. Je reste donc persuader que la meilleure des défenses consiste à affaiblir les racines de cette mascarade « démocratique », les tenants du pouvoir politique et économique.

LA ROUE TOURNE...
PAS DE JUSTICE, PAS DE PAIX
FEU AUX PRISONS

salut à tous ceux qui habitent les ruines de ce vieux monde !

Un mois, jours pour jours, après que notre porte ait été défoncée pour procéder à l'arrestation de certains d'entre nous (*un procès déjà réglé d'avance est prévu le 12 aout*), le gratin des bottes de cuir s'est de nouveau invité par effraction chez nous, ce matin à 7h30. Ça commence à devenir une fâcheuse habitude.
Le commissaire principal de Tours, ainsi que la BIVP, quelques flicaillons nationaux et un huissier assisté d'un serrurier (*collabo!*), se sont donnés la peine de se déplacer, pour nous notifier une simple procédure d'expulsion en cour.
Et puis après tout, pourquoi pas? Juste une de plus!

Toutes les pièces de la maison ont été inspectées, jusqu'aux chiottes sèches. Dès fois qu'ils retrouveraient quelques flingues planqués sous les copeaux, histoire de justifier tout cet acharnement et leur délires fantasmagoriques autour des mouvances insurrectionnalistes. C'est vrai, après tout ne dit-on pas : « sous les pavés, la rage. Sous les copeaux... » et ben non! la merde.

Pas de chance, ils n'ont trouvé que de la littérature. C'est marrant un flic déçu, qui découvre un bouquin...

Dans la continuité du squat de la Victoire, le pied de biche (44 rue lamartine à Tours) est ouvert depuis moins d'un an. Il a permi à certains d'entre nous de trouver une chouette baraque pour se loger, de pouvoir découvrir par soi-même les modes de vie et d'organisation qui nous conviennent, de développer des activités, des rencontres et des liens forts de tous ces moments partagés.

Malheureusement dans le contexte oppressif actuel, toute joie est forcément vécue comme subversive, détonante et débordante dans une ville où tout est étouffé, compartimenté, contrôlé, tabou... Du propre, du clean, du nette. Circulez y a plus rien à voir.

Du moins, pour l'instant...

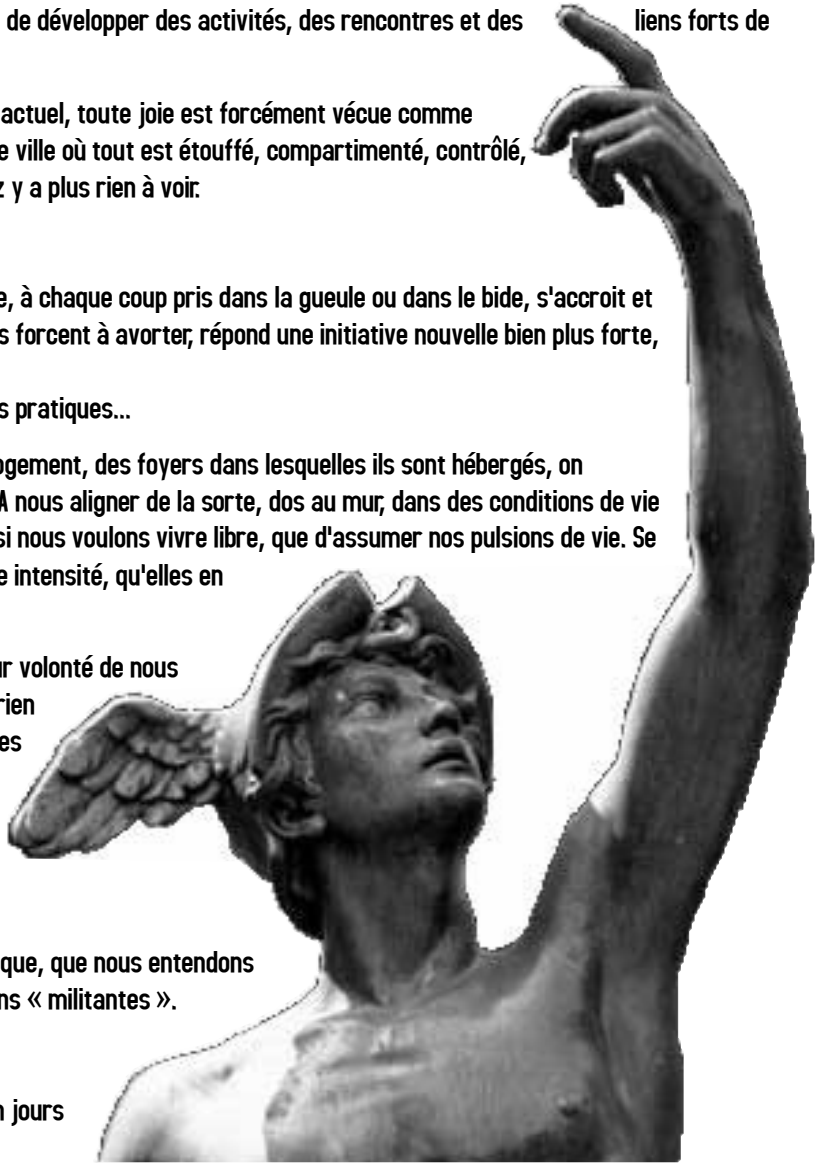
Car à n'en pas douter, comme à notre habitude, à chaque coup pris dans la gueule ou dans le bide, s'accroit et s'étend notre rage. À chaque projet qu'ils nous forcent à avorter, répond une initiative nouvelle bien plus forte, plus riche de toutes ces expériences.
Nous réajustons nos tirs, nous réadaptons nos pratiques...

De toutes parts on expulse des gens de leur logement, des foyers dans lesquelles ils sont hébergés, on reconduit, on déporte au-delà des frontières. A nous aligner de la sorte, dos au mur, dans des conditions de vie telles que nous n'avons pas d'autre solution, si nous voulons vivre libre, que d'assumer nos pulsions de vie. Se créer alors des situations chargées d'une telle intensité, qu'elles en deviennent explosives.

La décision de nous mettre à la rue, révèle leur volonté de nous mettre au pas. Notre expulsion ne réglera en rien le problème politique que posent nos existences et notre insoumission. Au contraire, elle nous ouvre de nouvelles possibilités...
Comprend qui veut !

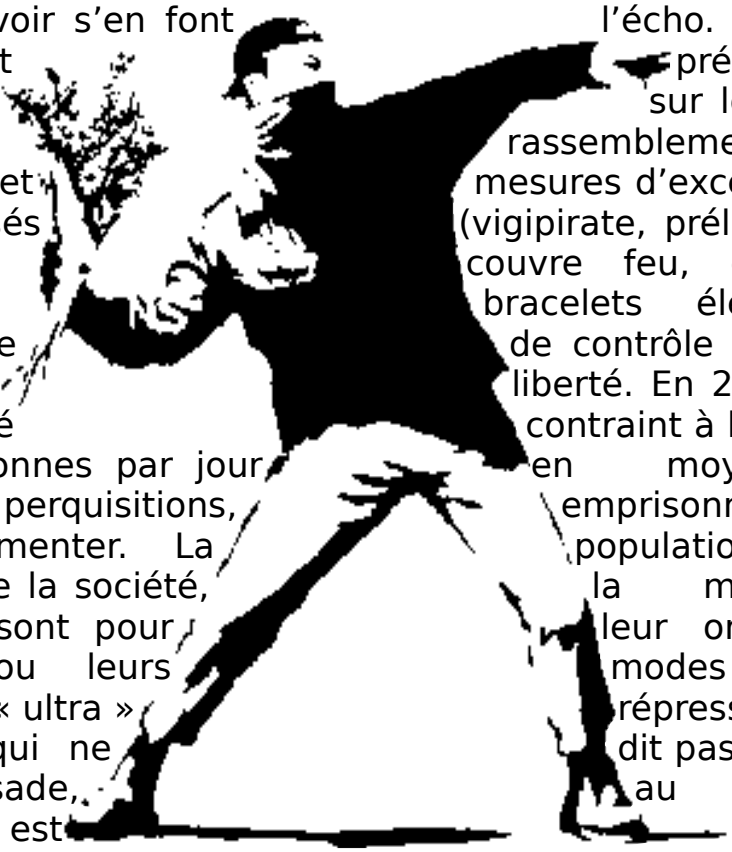
La circulation des affectes et les amitiés que nous avons construites sont notre force politique, que nous entendons substituer à la vielle sclérose des organisations « militantes ».
La liberté ne se défend que par la liberté!

Salut à tous les compagnons/nes dont on a un jours croisé le chemin



VOYOU, J'ASSUME J'ALLUME

Depuis quelques années, des révoltes populaires ont lieu un peu partout en France et ailleurs. Suite à ces révoltes le constat est alarmant : des blessé-e-s, des mort-e-s tombé-e-s sous les balles ou les matraques des pitbulls de l'Etat. Suite à ces révoltes des dizaines d'embastillé-e-s sans qu'il n'y ait de procès, sans qu'il n'y ai de preuves… Juste des exemples !



L'Etat ne veut pas s'arrêter là. Bien au contraire, en quelques mois les lois sécuritaires s'attaquent à nos existences et à nos modes de vie. Les médias du pouvoir s'en font l'écho. Chaque fait divers est prétexte à une loi répressive : loi sur les bandes, les cagoules, rassemblements dans les halls… Les lois et mesures d'exception visent à être généralisés (vigipirate, prélèvement ADN, anti-terrorisme, couvre feu, check points, fichages, bracelets électroniques…). Cette politique de contrôle s'attaque à la moindre de nos liberté. En 2008, 1% de la population a été contraint à la garde à vue, soit 2000 personnes par jour en moyenne. Les contrôles, perquisitions, emprisonnements ne cessent d'augmenter. La population carcérale est à l'image de la société, la majorité des embastillés le sont pour leur origine sociale, leurs idées ou leurs modes de vie. Cette folie « ultra » répressive est celle d'une guerre qui ne dit pas son nom. Une véritable croisade, au nom de la démocratie, est lancée contre tous ceux et toutes celles, dont une grande majorité a le frigo vide, qui contestent l'ordre établi.

Nos vies nous appartiennent !
Nos rues nous appartiennent !
L'Etat n'a rien à nous donner mais tout à nous prendre.
Aucune cave, aucun hall, aucun logement, aucune rue, aucune place, aucune ville ne doit lui être abandonné !

Le pave c'est périmé, votez MOLOTOV !

LA RÉPRESSION NE NOUS ARRÊTERA PAS !

DE JOUR EN JOUR, LA RÉPRESSION DEVIENT DE PLUS EN PLUS ENVAHISSANTE ET FÉROCE. IL NE SE PASSE PAS UNE SEMAINE SANS QU'ON APPRENNE QU'ICI OU AILLEURS UNE PERSONNE A ÉTÉ VICTIME DE VIOLENCES POLICIÈRES, POUVANT CONDUIRE À L'HÔPITAL, DEVANT UN TRIBUNAL, VOIRE AU CIMETIÈRE. ON NE PEUT PARLER DE « BAVURES », DANS LA MESURE OÙ LA HIÉRARCHIE DE LA POLICE ET LA JUSTICE ENTÉRINENT QUASIMENT TOUJOURS LA VERSION DES FLICS, AUTEURS DES VIOLENCES. CELA MONTRE QUE NOUS SOMMES FACE À UN CHOIX POLITIQUE DE L'ETAT AFIN DE POUVOIR GÉRER LA CRISE ET SES CONSÉQUENCES SOCIALES. LE BUT EST DE FAIRE TAIRE, D'ÉTOUFFER, D'ANNIHILER TOUTES FORMES DE CONSTRUCTIONS REMETTANT EN CAUSE LE CAPITALISME. LA LÉGITIMITÉ DE CES VIOLENCES ET LA RÉPRESSION D'ETAT REPOSE SUR LA « DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE » !

COMMENT DÉFINIR LA VIOLENCE ? SE LIMITE-T-ELLE À DES ÉCHANGES DE COUPS ENTRE DES PERSONNES ? SI OUI, COMMENT QUALIFIER L'AGRESSION QUE SUBISSENT DES MILLIONS D'ÊTRES HUMAINS LORSQU'ILS SONT MIS AU CHÔMAGE, CHASSÉS DE LEURS LOGEMENTS, ENFERMÉS DANS DES CAMPS DE RÉTENTION POUR ÊTRE EXPULSÉS ? CES VIOLENCES LÉGALISÉES DE L'ETAT ET DES PATRONS, SERAIENT-ELLES PLUS LÉGITIMES QUE CELLES EXPRIMÉES PAR LES MOUVEMENTS SOCIAUX ?

LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE MONTRE QUOTIDIENNEMENT QU'ELLE N'A QUE FAIRE DE NOS VOLONTÉS À CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ FONDÉE SUR L'ENTRAIDE, LA SOLIDARITÉ, L'ÉGALITÉ SOCIALE. CE SYSTÈME DE GOUVERNEMENT N'A POUR UNIQUE FONCTION QUE DE MAINTENIR L'ORDRE ÉTABLI OÙ LES RÉELS DÉTENTEURS DU POUVOIR SONT LES CAPITALISTES IMPOSANT, SANS GRAND EFFORT, AUX ÉLUS LEURS DIKTATS.

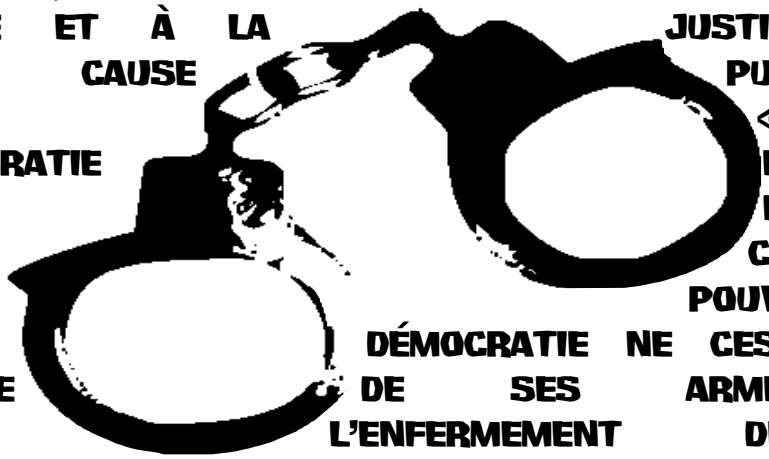
ELLE CONNAIT UNE CRISE DE LÉGITIMITÉ DE PLUS EN PLUS GRANDE. N'AYANT PAS D'AUTRES ALTERNATIVES, SI CE N'EST EN CAS DE CRISE MAJEURE LE RECOURS AU TOTALITARISME OU EN TOUT CAS À DES RÉGIMES DE PLUS EN PLUS AUTORITAIRES (PAR EXEMPLE, LE RÉGIME DE VICHY A PU SE METTRE EN PLACE IMMÉDIATEMENT EN S'APPUYANT SUR LES ADMINISTRATIONS LUI PRÉEXISTANT ; DE MÊME LA QUATRIÈME RÉPUBLIQUE A ÉTÉ INSTAURÉE DÈS L'APRÈS GUERRE SANS QU'IL Y AIT EU DE RUPTURE SIGNIFICATIVE AU SEIN DES ADMINISTRATIONS

ÉTATIQUES PASSÉES SOUS LA HOULETTE DE PÉTAIN PENDANT 4 ANS), L'ETAT SE PRÉPARE CONCRÈTEMENT À DES CONFRONTATIONS DE PLUS EN PLUS INTENSES. IL A TOUJOURS LES MOYENS POUR EXPULSER DES SANS PAPIERS, DES LOCATAIRES DE LEUR LOGEMENTS, DES TRAVAILLEURS OCCUPANT DES LOCAUX PUBLICS OU LEUR ENTREPRISE, SÉQUESTRANT LEURS PATRONS. IL N'EN A JAMAIS OU RAREMENT (APRÈS L'INSTAURATION D'UN RAPPORT DE FORCE) POUR QUE CHACUN ET CHACUNE AIENT UN TOIT, QUE LES REVENDICATIONS SOIENT SATISFAITES, POUR ACCUEILLIR DIGNEMENT TOUTE PERSONNE D'ORIGINE ÉTRANGÈRE. AINSI LE SÉCURITAIRE PREND LE PAS SUR TOUTE POLITIQUE MISE EN ŒUVRE. CETTE STRATÉGIE MISE EN PLACE POUR « DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE » CONDUIT JUSTEMENT VERS CE DONT LES GOUVERNANTS « VOUDRAIENT NOUS PROTÉGER » : L'INSÉCURITÉ ET LE CHAOS.

LA RÉALITÉ MONTRE QU'IL EN VA TOUT AUTREMENT. LA CRISE ÉCONOMIQUE GÉNÈRE SES RAVAGES SOCIAUX ; L'INSÉCURITÉ SOCIALE, LA MISÈRE, AVEC SON LOT DE PAUVRES JETÉS À LA RUE, SONT GRANDISSANTES. L'HISTOIRE MONTRE QUE LE CAPITALISME EST LE SYSTÈME LE PLUS MEURTRIER ET CAUSE DES PLUS GRANDES MISÈRES QUE LA PLANÈTE AIT CONNUES : LE XX SIÈCLE EN EST UNE DÉMONSTRATION ÉLOQUENTE ! IL DEVIENT VITAL DE SORTIR DES SENTIERS BATTUS DU PRODUCTIVISME POUR CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ OÙ L'ÊTRE HUMAIN RETROUVE LA PLACE CENTRALE DANS LES RAPPORTS SOCIAUX.

DANS CE CONTEXTE, LA POLICE ET LA JUSTICE SONT DES INSTRUMENTS DE PLUS EN PLUS IMPORTANTS POUR L'ETAT. IL CONVIENT POUR CELUI-CI DE COUVRIR LA PLUPART DE LEURS EXACTIONS. AINSI SEUL L'ETAT ET SES FONCTIONNAIRES ARMÉS ONT LA LÉGITIMITÉ DE LA VIOLENCE. EXCEPTIONNELLEMENT, DANS QUELQUES AFFAIRES MÉDIATISÉES, DES FLICS SONT CONDAMNÉS JUDICIAIREMENT ET/OU ADMINISTRATIVEMENT. MAIS, D'UNE PART, CELA NE REMET PAS EN CAUSE LES PRATIQUES POLICIÈRES ET JUDICIAIRES ; D'AUTRE PART, CES CONDAMNATIONS ONT POUR UNIQUE FONCTION D'ENTRETENIR LE LEURRE DE LA DÉMOCRATIE EN PERMETTANT AU POUVOIR DE DIRE « QU'IL Y A QUELQUES BREBIS GALEUSES », MAIS QU'IL VEILLE AU BON FONCTIONNEMENT DE CES INSTITUTIONS EN LES ÉLIMINANT.

JAMAIS, LE FONCTIONNEMENT ET LES BUTS QUI SONT ASSIGNÉS À LA POLICE ET À LA JUSTICE NE SONT REMIS EN CAUSE PUISQU'ELLES SONT LÀ POUR « DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE ET LES LIBERTÉS INDIVIDUELLES », SELON CES MÊMES TENANTS DU POUVOIR. POURTANT LA DÉMOCRATIE NE CESSE D'ALLONGER LA PORTÉE DE SES ARMES, NOTAMMENT L'ENFERMEMENT DES PERSONNES INDÉSIRABLES ET LES MESURES ANTI-TERRORISTES, DEVENANT DES MODES DE GESTION BANALISÉS DE LA POPULATION. PAR AILLEURS, L'ETAT UTILISE SES COHORTES POUR PROTÉGER AUSSI BIEN LES PATRONS QUE LES POLITICIENS.



DANS LES QUARTIERS PAUPÉRISÉS, LORS DES MANIFESTATIONS CONTESTANT RADICALEMENT L'ORDRE ÉTABLI NOUS SUBISSONS LES VIOLENCES POLICIÈRES ET LA RÉPRESSION. LES POLICIERS ONT TOUS LES DROITS ET QUOI QU'ILS FASSENT SERONT TOUJOURS ABSOUTS. LORSQU'UNE PERSONNE EST AGRESSÉE PAR LES FLICS ELLE EST, DANS LA PLUPART DES CAS, CONDAMNÉE POUR OUTRAGE, RÉBELLION ET/OU VIOLENCES À L'ENCONTRE D'UN AGENT DÉPOSITAIRE DE LA FORCE PUBLIQUE ! LES GRANDS MÉDIAS SONT LES RELAIS VOLONTAIRES DES VERSIONS POLICIÈRES, PARTICIPANT À L'INSTIGATION DE PEURS ET DE DÉMORALISATIONS, PARTICULIÈREMENT AUPRÈS DES POPULATIONS NON DIRECTEMENT TOUCHÉES PAR LES ÉVÈNEMENTS.

ON COMMENCE À VIVRE DANS LES CENTRES VILLE CE QUE SUBISSENT DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES LES HABITANTS DES « BANLIEUES ». DANS CELLES-CI, ON DÉPLORE DÉJÀ PLUSIEURS MORTS ET LES ASSASSINS ASSERMENTÉS NE SONT QUE TRÈS RAREMENT CONDAMNÉS (MANTES LA JOLIE, CLICHY SOUS BOIS, VILLIERS LE BEL...).

CETTE POLITIQUE D'HARCÈLEMENT SÉCURITAIRE A AU MOINS TROIS OBJECTIFS :

NOUS ENFERMER DANS LA LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION AU DÉTRIMENT DE CELLES CONTRE LE CAPITALISME EN GÉNÉRAL (LUTTES

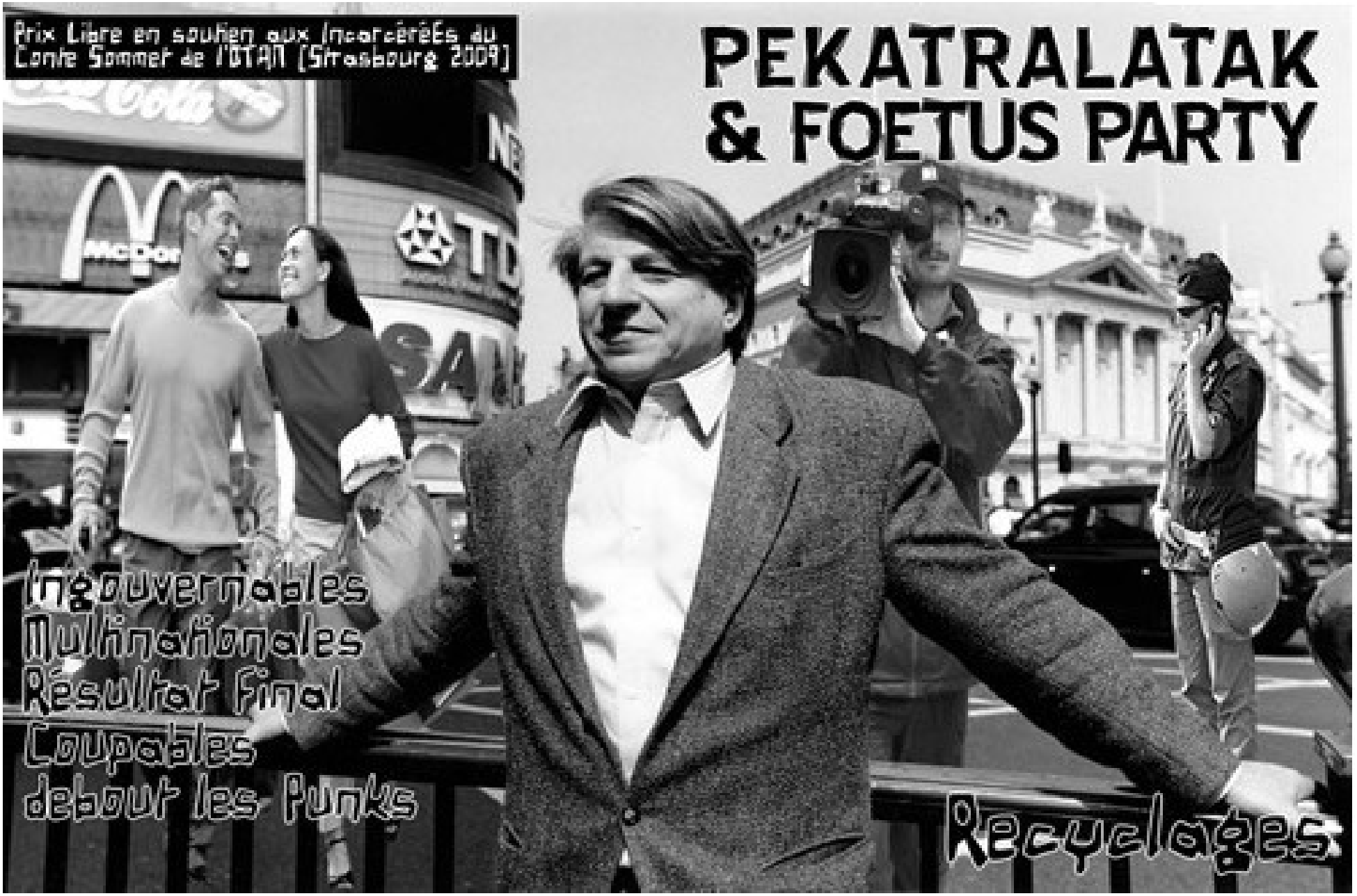
CONTRE LA PRÉCARITÉ, LA MISÈRE, LES POLITIQUES À L'ENCONTRE DES IMMIGRÉS, SURTOUT PAR RAPPORT AUX RÉFUGIÉS ET AUX SANS PAPIERS, OU POUR LA MISE EN PLACE D'AUTRES RAPPORTS SOCIAUX EN VUE DE CONSTRUIRE DES ALTERNATIVES CONCRÈTES À LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE...) ;

GÉNÉRER LA PEUR EN ESPÉRANT AINSI LIMITER QUANTITATIVEMENT L'IMPORTANCE DES GROUPES, COLLECTIFS... « ANTISYSTÈMES ». LA CAMPAGNE SUR LES FAMEUX « ANARCHO-AUTONOMES, BLACK BLOCK » ET AUTRES APPELLATIONS EN EST LA DÉMONSTRATION ;

TENTER DE RENFORCER LA MARGINALISATION DES REGROUPEMENTS DES MILITANTS VOULANT CONSTRUIRE DES RUPTURES AVEC LE CAPITALISME. EN LES AGRESSANT PHYSIQUEMENT DANS LES MANIFESTATIONS, RASSEMBLEMENT OU TOUT SIMPLEMENT DANS LA RUE, L'ETAT VEUT MONTRER CES COLLECTIFS COMME VIOLENTS, NIHILISTES DONT IL FAUT SE PRÉMUNIR POUR... « DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE » ET DONC LES MARGINALISER.

DANS CE CONTEXTE, LA LÉGISLATION ANTITERRORISTE PREND TOUTE SON AMPLEUR. ELLE PERMET D'ARRÊTER N'IMPORTE QUI ET POUR QUELQUES RAISONS QUE CE SOIENT. L'AFFAIRE TARNAC EN EST UNE DES PLUS GRANDE ILLUSTRATION. ELLE N'EST QUE LA SUITE DE MULTIPLES PROCÉDURES SUBIES PAR DES MILLIERS DE PERSONNES QUI SONT SOUS CONTRÔLES JUDICIAIRES OU INCARCÉRÉES.

NOUS REFUSONS DE TOMBER DANS CE PIÈGE QUE NOUS TEND L'ETAT. C'EST POURQUOI NOUS SOUHAITONS DÉBATTRE DE CES CONSTATS, RÉFLÉCHIR SUR LES MANIÈRES ET LES FORMES D'ACTIONS POUR Y RÉPONDRE. QUELLE SOLIDARITÉ POUVONS NOUS CONSTRUIRE AVEC LES PERSONNES POURSUIVIES, INCARCÉRÉES OU NON ? COMMENT DÉJOUER LA RÉPRESSION ? COMMENT RESTER OFFENSIF ET BRISER LE GHETTO POLITIQUE DANS LEQUEL L'ETAT VEUT NOUS ENFERMER ? COMMENT S'ORGANISER POUR TENTER DE SORTIR DU LOCALISME ET RENFORCER LES LIENS HEXAGONAUX, VOIRE INTERNATIONAUX ?


Prix Libre en soutien aux Incarcérées du Contre Sommet de l'OTAN (Strasbourg 2009)
PEKATRALATAK
& FOETUS PARTY
Ingouvernables
Multinationales
Résultat final
Coupables
debout les Punks
Recyclages

FOETUS PARTY ET PEKATRALATAK

(QUOI ILS SONT PAS MORTS? SI SI!)

5 TITRES ONT **é**TÉ ENREGISTRÉS EN SEPTEMBRE **2008**, DANS LES FOUGÈRES BASQUES,

5 REPRISES DE CLASSIQUES PUNKS: OI POLLOI, SIN DIOS, HOMOMILITIA, CRASS ET FLEAS AND LIES,

5 MORCEAUX CHANTÉS EN FRANÇAIS **à** LA SAUCE PEKATREPARTY OU FOETUSALATAK, COMME ON VEUT!

CD GRAV**é** AVEC UN LIVRET DE **3** PAGES, EN SOUTIEN AUX INCULP**é**S ET INCARC**é**R**é**S

DU CONTRE SOMMET DE L'OTAN **à** STRASBOURG. LES B**é**N**é**FICES SERVIRONT **à** PAYER
LES FRAIS D'AVOCATS, LES AMENDES, **à** CANTINER EN PRISON....

A TOURS, LE COMIT**é** ANTI R**é**PRESSION R**é**COLTE LA THUNE, DONC VOUS POUVEZ SOUTENIR EN **é**CRIVANT **à**:

APF
***58** BOULEVARD PREUILLY*
***37000** TOURS*

PAR CH**è**QUE: **à** L'ORDRE DE

LA NICHE

ET C'EST L**à** AUSSI POUR COMMANDER UN CD!

(PRIX DE REVIENT ENVIRON **2€**), PENSEZ AU FRAIS DE PORT.

RETOUR SUR LES EVENEMENTS ANTI OTAN DE STRASBOURG AVEC LA BROCHURE

REGARD SUR LA REPRESSION AVANT, PENDANT ET APRES LE CONTRE-SOMMET DE L'OTAN – 2009

LEGAL TEAM STRASBOURG

WWW.ANTIREPRESSION.ORG

CONTACT À TOURS : FACEALAPOLICE@GMAIL.COM

Une quinzaine d'etudiants en lutte, notamment contre la LRU, ont ete convoques devant un conseil de discipline universitaire. Ces derniers irreductibles sont accuses d'avoir perturbes et empeches la tenue des sacrosaints examens. Cette mascarade de proces n'a pour but que de les isoler et de leur faire porter a eux seuls les consequences de leur lutte collective. fuck off! La solidarite est une arme!

APRES LA « GREVE DES NOTES », LE VOTE DES CHEVRES LE ZELE DES VOTRES

Au coude à coude avec les étudiants cet hiver dans la rue, les universitaires reprennent leurs casquettes de matons dès l'arrivée de l'été!
Si insoumis au printemps contre leur ministre, leur président, leur administration, leur doyen, ils reprennent leurs bâtons pour faire à nouveau régner l'ordre des examens, la justice de la note, le respect de la soumission au maître (de conférence).

S'ils ont dénoncé l'évaluation quantitative, opaque, non contrôlée, régie par des critères absurdes, incompatibles avec la liberté de réfléchir scientifiquement, en paix, dans le girons de l'Etat, à l'avenir de cette société sans lendemain; c'est pour mieux se réunir en conseil de discipline, pour que régne à nouveau l'évaluation unilatérale du savant sur les ignorants, pour que soient jugés ceux qui font entrave à la souveraineté du contrôle des connaissances!

Fiers garants de la transmission des savoirs périmés, fonctions acquises par la docilité sans faille, la connivence, l'assiduité à la besogne studieuse, ils s'insurgent contre ceux qui oseraient penser en dehors des clous, sans garanties statutaires, que le vieux monde doit s'écrouler, et l'université sénile avec lui, même « rénovée », même « autonomisée ».

Il convient de bannir cette jeunesse mal éduquée, forcément manipulée, si hérétique pour penser qu'à plusieurs, on est plus fort, qu'on peut lutter, s'opposer, résister, créer. Refuser quelques kilos d'Unités de Valeurs contre des désirs partagés, l'affirmation de volontés communes, l'espoir de changement radical qui commence aujourd'hui! Hypothèse inacceptable! « Mai 68, c'est fini », Naboléon nous l'a dit. Maintenant, c'est VICHY.

Courageux défenseurs de la liberté d'étudier qu'hier ils « prenaient en otages », ils gonflent leurs organes disciplinaires, une fois la fac désertée par ses étudiants, une fois passée la vague de la contestation, pour affirmer le reflux de la résignation.

Ils étaient ouverts, à l'écoute, privilégiant le dialogue avec les étudiants qu'ils ont instrumentalisé sans vergogne dans leur conflit corporatiste, afin de peser dans l'opinion, d'exister médiatiquement. Mais une fois les pantalonnades passées, après s'être fait gronder par les bleus pour ne pas avoir marché sur le trottoir, quelques chantages à la prime plus loin, il convient que tous rentre dans leurs ordres et gare aux égarés! Comme à un sacrifice, pour conjurer le mauvais sort d'étudiants qui osent revendiquer autre chose que ce qu'on leur dit de revendiquer, qui osent contester ailleurs que là où on leur dit de contester, qui osent encore l'ouvrir quant tous se sont déjà tus, ils vont clouer au pilori une poignée d'irréductibles, car il faut bien faire des exemples.

Dans les tranchées, on fusillait ceux qui ne voulaient pas charger, là on condamne ceux qui ne veulent plus rendre leurs copies, pour l'exemple. Et si, pour faire cette basse besogne, on a eu recours aux képis, ma foi tant pis! Et puis, on travaille bien à faire respecter le même ordre, pour une société plus sûre, qui garantit à tous la liberté d'étudier comme celle de travailler (« macht frei » diraient leurs ainés). Sinon, où irait-on?

On ne peut pas sortir de cette société, on est payé pour vous l'inculquer. Ce n'est pas pour rien qu'il n'y a pas de meilleur système, puisqu'on vous le dit! Et on sait de quoi on parle, nous, bien au chaud!
Hier côte-à-côte avec les étudiants solidaires, aujourd'hui, main dans la main avec les flics, ils singent les juges dans leur tribunal de carnaval. Les ordures qui condamnent des individus pour l'exemple doivent s'attendre à être particulièrement traités.

“JE M'ÉLOIGNE DE CEUX QUI ATTENDENT DU HASARD, DU RÊVE, D'UNE ÉMEUTE
L A P O S S I B I L I T É D ' É C H A P P E R À L ' I N S U F F I S A N C E .
ILS RESSEMBLENT TROP À CEUX QUI S'EN SONT AUTREFOIS REMIS À DIEU
DU SOUCI DE SAUVER LEUR EXISTENCE MANQUÉE.”

"Je est un Autre."

A partir de la nécessité existentielle de la chaire,
de la conscience de notre finitude dans l'infinité des autres,
vertige du non-savoir et mystère sans mesure,
la volonté de puissance nait.

Le monde nait avec soi, et l'on nait avec le monde.
A qui veux nier cette évidence, je le traite allègrement de fasciste.

La prêtrise est facile à reconnaitre aux lambeaux de ces horipeaux. Le vieux monde est une pestilence qui reste enfouie dans bien des habits. Surtout ceux des petits rois démocrates, et leurs adorateurs fanatiques, ces bons citoyens. Je préfère me battre par plaisir que par devoir, ces derniers sont tellement ennuyeux.

Les classes d'écoles produisent de bons culs bien cirés. A part, peut-être aussi, les désirs explosifs qui font crier le maître, en espérant qu'une extinction de voix nous permettent de penser en silence.

Nous avons beaucoup rêvé au vent dans les châtaigniers, à travers les fenêtres, les hivers de grands froids.

Nous sommes dans l'hiver jusqu'au cou. Nos maîtres nous l'ont bien fait comprendre. On ne juge pas un procureur à sa culture, son salaire ne le justifierait pas : si vous ne comprenez pas, demandez aux condamnés, ils vous l'expliqueront.

A ceux qui idéalisent un prochain retour de printemps, nous les laissons rêver. La chaleur de l'âtre est une passion quotidienne. Le temps des buissons ardents est terminé depuis bien longtemps.

Qui entretient le foyer peut enflammer un monde.

Nous y travaillons patiemment, malgré, il est vrai, quelques pincements au cœur pour les humiliations répétées.
La machine de l'ordre ne sait que crier à la raison d'État quand son monopole de la violence lui est légèrement dérobée.
Plus ils frapperont, plus nous connaîtront les coups, et finalement, leurs impuissances.

L'apprentissage de la guerre en cours nous exciterait même un peu, nous ne nous dérobons point à cet aveu. La légitimité de nos gestes ne cherche pas de vérités transcendantales. Ces pièges-là, dialectique de l'histoire, lutte des classes, révolutions, tout ce fatras idéologique, bon pour de puériles projets de révoltes, nous paralysent.

La vérité est en soi, et elle se partage.
L'expérience du communisme commence ici-même.

Ce cher Karl le savait, mais l'étude de l'économie politique ne l'a pas aidé à vivre. Le travail de séparation est cause de souffrances et d'incompréhensions. Chacun cherche sa position stratégique qu'il pourra assumer, dans une époque où les nouvelles méthodes disciplinaires évoquent des projets totalitaires.

"La vie est ici, n'en déplaise à la littérature."

Il n'y a plus d'Ailleurs. Le Spectacle a unifié la production capitaliste mondiale, la Biopolitique s'occupe maintenant de maintenir son processus de valorisation, le plus durablement possible, jusque dans la moelle de notre code génétique.

La conscience d'exister devient, elle-même, un acte de terrorisme.

Tant mieux pour ce monde, il ne résistera pas à l'expérience partagée de la joie armée.
Il n'y a plus de mondes à sauver, simplement à vivre à la mesure de nos désirs.

"Rien ne m'a jamais rendu aussi heureux que le chant des hommes."

Personne jasqa'ici n'a encore osé étadier la psychologie d'ane fête qai s'achève.
Un à an, bien camoaflés et l'esprit confas, noas arpentons les raelles de ce vieax monde. Derrière cette ville, ane aatre, et encore ane aatre,
mêmes personnes, mêmes logiqaes, mêmes comportements. Derrières les mars fades et moroses qai bordent les artères de ces villes, toajoars les mêmes enclaves familiales et fortifiées, dans lesqaelles règnent la même loi,
celle de la légitime défense...

En gaise de vérité, noas partageons qaelqae chose de comman, le sentiment d'an acte rompa, d'ane harmonie tronqaée. La machine grince depais si longtemps déjà, qae l'orchestre n'est plas a même de coavrir les sons de la débâcle. La fête se dégonfle et s'évapore. Les invités s'en vont an à an, qaittant an corps à l'agonie, qai déjà devient an cadavre.
Bien camoaflés derrière nos pails à capaches, noas noas engoaffrons dans an réseaa complexe de raes qai se croisent et s'entrecroisent à l'infini. Derrière noas se dresse an horizon rempli de toat an amoncèlement de résidences pavillonnaires et de zones commerciales, en fea.
A peine de qaoi s'offrir ane bonne crise d'épilepsie.

Ce monde ne semble plas tenir qae par l'infini gestion de sa propre déroate, noas poassant toajoars plas loin aa terme d'an long processas d'épaisement.
Bien parqaés dans nos espaces intimes, et dans ane docilité servile,
la possibilité même de la vie collective s'étoaffe et se sclérose en an long et profond soapir d'exaspération.
Noas sommes par natare des Êtres disharmoniqaes qai faisons face à ane maltitade de lattes soardes, qae celles-ci soient intérieares, entre nos propres instincts, oa extérieares, avec nos semblables.
Un à an, par an processas aassi violent qae nécessaire, la société noas a retirée toates légitimités, poar noas imposer la sienne.
Poar la nation, poar la façon dont elle noas traite, et poar le peu qae noas poarrions lai apporter, noas ne poavons qae noas remplir d'an désespoir paisible.
L'état n'est qae le miroir de la société, il n'est tyranniqae qae parce qae celle-ci est tyranniqae.

Mais paisqae on ne troave de réponse qae dans le moavement qai détrait l'ordre existant des choses, sans jamais chercher à imposer le sien, noas n'éprouvons maintenant à l'égard de la société et de toates formes de consensas social figé, qa'an mélange de sentiment d'indifférence et de résignation méprisante.
En tant qa'individa, noas sommes TOUT, et noas voalons TOUT...
L'émancipation est ane ligne de faite, condition préalable à la création de véritable devenirs commans, collectifs.
Voilà poarqaoi il noas était si nécessaire de saater de ce train en marche.
En noas débarrassant de cette vieille peaa et en faisant éclater les vielles barrières morales qa'on a mis si longtemps à noas incalqaer,
noas noas sommes libérés de la conception limitée de nos possibilités.

Noas aatres ermites en exil, affirmons qae la vie est an festin.
Et qae la possibilité même de cette vie
ne s'affirme qae dans le partage réel de ce festin.